

# RAPPORT D'ACTIVITÉ



Bureau de Can Tho (Vietnam)  
**23-24 janvier 2025**

## NOUVEAU CADRE STRATÉGIQUE : UN AN APRÈS

**Alors que s'achève la première année civile complète de mise en œuvre de notre nouveau Cadre stratégique, il est possible d'en tirer un premier bilan d'étape positif, en particulier sur deux points: le déploiement de notre diplomatie parlementaire; la modernisation de notre programme de coopération parlementaire.**



Grâce à sa diplomatie parlementaire en plein développement, notre institution se met en position d'assumer un rôle moteur dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. Son engagement dans des régions affectées par ces crises témoigne de sa volonté de soutenir les initiatives de dialogue et de réconciliation.

Au Gabon, l'APF a joué un rôle essentiel immédiatement après le coup d'État militaire sans effusion de sang d'août 2023. Nos missions successives ont exercé une influence efficace et reconnue pour que le processus transitionnel gabonais aboutisse à un nouvel ordre constitutionnel.

Le régime «Transition» adopté dans nos nouveaux Mécanismes de vigilance

démocratique permettra d'accompagner des parlements non élus mais résolument engagés dans cette direction et désireux de rester actif dans la Francophonie. Les parlements de transition du Gabon mais aussi du Tchad et de la Guinée en bénéficient depuis juillet.

L'APF était présente en Guinée pour le lancement du débat sur le projet de Constitution. Le bilan reste cependant en demi-teinte, l'absence de scrutin populaire retardant le retour à un gouvernement civil. Il est urgent de répondre aux sollicitations du CNT et de son Président, Dansa Kourouma, attaché au parlementarisme, pour améliorer les chances de réussite de la transition.

Pour mener à bien ses médiations, l'APF mise sur le rôle essentiel des parlementaires. Notre indépendance nous permet de transcender les antagonismes entre les exécutifs des États, en notre qualité de représentants des peuples, et ainsi de jouer un rôle de facilitateurs.

À Montréal, lors de la 49e Session, nous avons renforcé notre plaidoyer pour le multilatéralisme en favorisant un engagement parlementaire accru face aux crises institutionnelles francophones. À l'issue de plusieurs mois de travail, une résolution sur la situation dans l'est



de la République démocratique du Congo a été adoptée à l'unanimité, incluant les parlementaires de ce pays et du Rwanda. L'APF s'y engage à contribuer à un retour de la paix et la sécurité dans la région. Elle mènera une mission dans trois capitales — Kinshasa, Kigali et Luanda —, en collaboration avec l'organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Nous renforcerons en outre notre crédibilité en nous montrant davantage présents sur des dossiers comme le terrible conflit armé en Ukraine, la guerre hybride en Europe orientale dans le voisinage russe, le différend de souveraineté entre la Serbie et le Kosovo, ou encore les dernières manipulations électorales préoccupantes en Moldavie, en Géorgie et en Roumanie. Le modus operandi reste à définir sur ces dossiers.

Il en va de même pour Haïti, qui vient de se doter d'un nouveau Premier ministre désigné par le Conseil national de transition, dans un climat de chaos sécuritaire. Dès que nous aurons à nouveau des interlocuteurs parlementaires, le fonds de soutien dont dispose l'APF en faveur d'Haïti pourra être utilement mobilisé.

Quant aux crises politiques brûlantes du Proche-Orient, elles frappent en particulier deux de nos sections. Le conflit à Gaza s'est élargi au territoire libanais, avec des bombardements quotidiens pendant plusieurs semaines. Et n'oublions pas la Syrie, dont le Parlement est membre de l'APF, même s'il est suspendu pour des raisons évidentes depuis une quinzaine d'années : le changement de

régime aura des conséquences lourdes, mêmes si elles sont encore imprévisibles, et il conviendra de suivre ce dossier en 2025.

Ces actions de diplomatie parlementaire ne peuvent être conçues sans un corolaire important autour de la coopération parlementaire elle-même. Notre institution, à travers sa diplomatie parlementaire et ses actions de coopération, défend une approche holistique, qui s'attaque aux racines des problèmes en intégrant les aspects sécuritaires, économiques, sociaux et politiques. Nous parlementaires affirmons avec force qu'il n'y a pas de solution durable aux problèmes des populations sans une démarche qui prend en compte tous les défis qu'elles vivent.



La communauté parlementaire francophone s'est toujours investie en faveur de la solidarité et de la coopération interparlementaires en partageant des ressources technico-juridiques. Elle doit constamment se réinventer pour offrir à ses adhérents de nouveaux services dans ce domaine, afin de les aider à légiférer. C'est dans cet esprit que l'APF a conçu le concept de corpus législatif, qui vous est désormais familier.

Le premier corpus législatif finalisé a été publié en mars 2024 : il porte sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Deux autres corpus sont en cours d'élaboration, l'un sur le

statut et la protection des lanceurs d'alerte, l'autre sur la budgétisation sensible au genre, qui sera proposé à l'adoption lors du Bureau de Can Tho. D'autres encore sont en projet, par exemple sur l'éradication des déchets plastique ou encore la lutte contre les faux médicaments.

S'agissant de la question climatique, le rôle des parlements est crucial. En effet, l'adoption d'une loi ad hoc vise notamment à faciliter l'accès des États aux financements climatiques, par la création d'un cadre juridique permettant la réalisation des objectifs d'atténuation, d'adaptation et de financement de l'Accord de Paris, tout en rassurant les bailleurs et les investisseurs afin qu'ils financent la politique climatique nationale.

Pour favoriser la diffusion et l'appropriation de ce premier corpus par les Parlements francophones, l'APF a organisé cette année trois séminaires-ateliers régionaux en Afrique, dans trois sous-régions où les enjeux climatiques diffèrent totalement : en Guinée équatoriale au bénéfice des parlementaires du grand Bassin du Congo; aux Seychelles pour ceux de l'océan Indien; en Mauritanie à destination de ceux du Sahel. Afin d'élargir la portée géographique du programme, si le Bureau en décide ainsi à Can Tho, nous le déploierons en 2025 à l'échelle de l'Asie du Sud-Est, en partenariat avec le Centre parlementaire d'Asie (CPAsie) et l'Assemblée parlementaire de l'ASEAN, en abordant en particulier la problématique de la préservation des mangroves.

Ces séminaires visent à renforcer les capacités des élus et des fonctionnaires parlementaires

sur les questions climatiques et à leur apporter un accompagnement sur-mesure pour les aider à co-construire des articles de loi climat adaptés à leur contexte. Leur format régional offre une plateforme pour partager les expériences et coordonner les efforts.

En adoptant ce corpus législatif sur les changements climatiques, l'APF réaffirme son engagement indéfectible en faveur de la protection de la planète et des générations futures afin que la Francophonie parlementaire participe à l'effort mondial dans ce domaine.

Enfin, la modernisation de notre programme de coopération passe par de nouveaux types de formation, comme l'accès à la Classe diplomatique de l'Université Senghor d'Alexandrie et des formats en ligne, comme nous l'avons fait en 2024 sur le thème « Parlement et entrepreneuriat » ou encore pour diffuser au profit d'un plus grand nombre de section, à coût réduit, le plaidoyer en faveur de l'engagement parlementaire pour les politiques climatiques.



Au nom de tous les membres du Bureau, je remercie la section vietnamienne de nous accueillir à Can Tho les 23 et 24 janvier. Je serai ravi de vous y retrouver pour que nous échangions sur ces sujets... et sur tous les autres à l'ordre du jour!

**Bruno Fuchs**  
Délégué général

# SOMMAIRE

- 9** RENFORCER LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE
- 58** APPORTER UNE VALEUR AJOUTÉE  
À L'ESPACE FRANCOPHONE EN INCITANT  
LES PARLEMENTS À CRÉER  
DES NORMES LÉGISLATIVES COMMUNES
- 83** RENDRE L'ESPACE FRANCOPHONE PLUS  
ATTRACTIF AUX NOUVELLES GÉNÉRATIONS
- 111** CONSOLIDER LES FONDAMENTAUX  
CARACTÉRISTIQUES DE L'APF
- 153** UNE INSTITUTION PLUS OPÉRATIONNELLE,  
ÉCORESPONSABLE ET TRANSPARENTE

AXE 1

# RENFORCER LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE



# VISITE DE TRAVAIL À BRUXELLES

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le 17 janvier, le Délégué général **Bruno Fuchs** était invité par la section belge de l'APF pour plusieurs rendez-vous politiques.

Il a d'abord été reçu par **Pierre-Yves Jeholet**, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, afin d'évoquer le rôle et les ambitions de la Francophonie institutionnelle face à la multiplication des crises affectant les démocraties francophones, ainsi que la nécessaire coordination entre autorités exécutives et législatives.

Puis il s'est entretenu avec **Rudy Demotte**, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (PFWB), **Matthieu Daele**, Président de la section belge de l'APF, **Jean-Paul Wahl**, Vice-président de l'APF, et **Jean-Charles Luperto**, Délégué régional Europe de l'APF, avant de déjeuner avec l'ensemble de la section belge, composée de membres de tous les groupes politiques. Ont été abordés tous les sujets d'actualité et de prospective concernant la Francophonie parlementaire, autour de l'enjeu central de la mise en œuvre efficiente de notre Cadre stratégique. Le programme du Bureau de la semaine suivante a aussi été présenté.

Enfin, le Délégué général a été invité à prononcer un discours en séance publique devant l'ensemble des membres du PFWB.



▲  
*Pierre-Yves Jeholet  
et Bruno Fuchs*

## THUY ANH NGUYEN EN VISITE DE TRAVAIL À PARIS

THUY ANH NGUYEN (VIETNAM)

Le 23 janvier, **Thuy Anh Nguyen**, Déléguée régionale Asie-Pacifique et Présidente de la section vietnamienne de l'APF, a rendu visite au Secrétariat général, accompagnée de **Toan Thang Dinh**, ambassadeur du Vietnam à Paris et auprès des institutions de la Francophonie. Une réunion de travail avec le Secrétaire général a permis d'aborder les questions suivantes : l'application du corpus législatif sur le climat; le calendrier des réunions de la région Asie-Pacifique; la volonté de la section vietnamienne d'accueillir une réunion d'instances mondiale au premier semestre de 2025; les perspectives d'élargissement de la Région Asie-Pacifique, notamment la demande d'adhésion de l'Assemblée législative de Pondichéry.



## AUDITIONS PARLEMENTAIRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

Tous les ans, durant l'Assemblée générale des Nations unies, l'Union interparlementaire (UIP) organise à l'intention des parlementaires une audition lors de laquelle ces derniers peuvent dialoguer avec des fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies (ONU), des représentants diplomatiques ainsi que des chercheurs et universitaires de premier plan.

Conçue à l'origine comme une session d'information sur des sujets variés, la réunion s'est peu à peu transformée en un débat de fond sur questions les plus importantes inscrites à l'ordre du jour international.

Les 8 et 9 février, plus de 300 participants ont pris part au débat sur le thème : « mettre un terme aux conflits : comment construire un avenir pacifique ? » L'APF y a été représentée par **Laurent Wehrli**, Président de la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication de l'APF.

Au cours de son intervention dans le module « menaces émergentes pour la paix : la technologie au service du mal contre le progrès humain », M. Wehrli a souligné le travail de l'APF pour inciter ses parlements adhérents à encadrer et légiférer pour une utilisation bénéfique et vertueuse d'internet qui puisse servir le citoyen.

◀ *La Déléguée régionale  
Asie-Pacifique  
au Bureau de Bruxelles*

# VISITES DE TRAVAIL DU PRÉSIDENT DROUIN À NEW YORK

FRANCIS DROUIN (CANADA)

Du 21 au 23 février, le **Président Drouin** s'est rendu à New York pour effectuer une nouvelle visite de travail en vue de l'obtention du statut d'observateur de l'APF auprès de l'ONU. Cette visite avait pour but de consulter plusieurs États francophones sur la pertinence de déposer la candidature de l'APF en juin 2024 pour un examen au cours des mois d'octobre et novembre.

Après une rencontre avec **Ifigeneia Kontoleontos**, Représentante permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) auprès des Nations unies, le Président Drouin s'est entretenu avec les Représentants permanents d'Argentine, du Cameroun, du Maroc, de la République démocratique du Congo, de la Roumanie, du Sénégal et du Vietnam. M. Drouin a également échangé avec des diplomates des missions permanentes de la France et des États-Unis auprès des Nations unies.

Fort du soutien de nombreux États francophones, le Président Drouin a effectué une nouvelle visite de travail quelques semaines plus tard, du 3 au 5 avril, pour, cette fois-ci, rencontrer principalement des États non francophones. Ainsi, il a pu s'entretenir avec des représentants de l'Arménie, de la Bolivie, du Mexique, du Royaume-Uni, de Singapour et de l'Uruguay, ces États siégeant au Bureau de l'Assemblée générale de l'ONU.

À l'issue de cette dernière visite de travail, le Président a consulté les principaux États parrains de l'APF, le Canada, la Roumanie et Djibouti, et a décidé du dépôt du dossier de candidature pour le mois de juin 2024.

*Le Président Drouin  
et le Représentant  
permanent du Maroc  
auprès des Nations unies*





# PARTICIPATION DE L'APF AU SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

BRUNO FUCHS (FRANCE)  
ASSAN SEIBOU (BÉNIN)

Pour la première fois, l'APF a participé au Sommet de l'Union africaine qui se déroulait comme chaque année à Addis-Abeba, en Éthiopie. Ce 37<sup>e</sup> Sommet était consacré à l'examen de la situation sécuritaire en Afrique, notamment à l'évaluation des processus de transition dans les États sous régime de sanction en raison de ruptures institutionnelles.

La délégation de l'APF s'est entretenue avec de nombreux interlocuteurs, dont **Denis Sassou Nguesso**, Président de la République du Congo, et **Teodoro Obiang Nguema Mbasogo**, Président de la République de Guinée équatoriale. Les parlementaires francophones ont également échangé avec les ministres des affaires étrangères du Cameroun, du Cap-Vert, du Maroc, d'Égypte, de Guinée équatoriale, de Guinée-Bissau et du Togo. Ils ont également rencontré **Yang Philémon**, ancien Premier ministre du Cameroun, candidat unique de l'Afrique à la Présidence de la 79<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU.

Cette mission a permis de sensibiliser à notre institution ces dirigeants politiques, dont beaucoup ignoraient l'existence. Le plaidoyer de l'APF en faveur de la diplomatie parlementaire a été favorablement accueilli par l'ensemble des interlocuteurs. La rencontre avec les représentants du Parlement panafricain a permis de faire état de la volonté partagée de renouveler le partenariat entre nos deux institutions. Il a ainsi été convenu de mettre à jour l'accord-cadre qui lie les deux institutions afin de le mettre en conformité avec le Cadre stratégique 2023-2030 de l'APF.



# LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL AUX ASSISES DE L'UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

BRUNO FUCHS (FRANCE)

L'APF a pris part à la 50<sup>e</sup> édition des Assises de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), qui se sont déroulées à Dakar (Sénégal) du 9 au 11 janvier 2024, en présence de 43 délégations nationales de représentants de la presse et des médias francophones.

Les 200 journalistes et personnalités issues du monde des médias étaient invités à réfléchir sur la thématique « Médias, paix, sécurité en temps de guerre. »

Lors de sa prise de parole, **Bruno Fuchs** a souligné qu'il était primordial de construire une relation de confiance entre élus et citoyens pour résister aux crises, mais aussi avec les journalistes, qui jouent alors un rôle décisif de relais entre le peuple et ses représentants. Il a fait observer que, dans le difficile apprentissage de l'exercice démocratique, de vives tensions peuvent surgir entre journalistes, élus et parfois citoyens, débordant en des réactions corporatistes polluant le débat public.

En marge de ces assises, M. Fuchs s'est entretenu avec plusieurs personnalités politiques sénégalaises dont **Macky Sall**, alors Président de la République du Sénégal, et **Amadou Mame Diop**, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

# VISIOCONFÉRENCE AVEC PROMÉDIATION

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le séminaire organisé le 22 janvier au siège de l'APF, fruit de la collaboration entre l'institution et Promediation, a réuni une quinzaine de chercheurs et praticiens de la médiation.

Explorant les diverses formes de médiation, l'atelier visait à ouvrir un dialogue crucial entre praticiens et experts du droit. Ensemble, ils ont examiné les possibilités d'encadrer légalement les modes de gestion des conflits et de créer un réseau international de praticiens pouvant s'impliquer dans la résolution des crises politiques. Cette réflexion sur la complémentarité entre les pratiques endogènes et les systèmes juridiques normatifs issus du droit positif s'avère indispensable.

## MISSION ÉLECTORALE FRANCOPHONE AUX COMORES

À l'invitation des autorités comoriennes, la Secrétaire générale de la Francophonie, **Louise Mushikiwabo**, a dépêché une Mission électorale de la Francophonie (MEF) à l'occasion du premier tour des élections présidentielles et des gouverneurs aux Comores du 14 janvier 2024.

Le député **Joshua Osih** (Cameroun) a participé à cette mission au nom de l'APF.

# VISITES DE PRÉSIDENTES D'ASSEMBLÉE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le Président du Conseil national de Transition (CNT) de la République de Guinée, **Dansa Kourouma**, a rendu une visite de courtoisie au Secrétariat général de l'APF le lundi 12 février. Reçu par le Délégué général, M. Kourouma a partagé les avancées du processus de transition en cours dans son pays. À l'issue de sa visite, il a tenu à adresser un message pour souligner le travail accompli par l'APF et les défis qui restent à affronter.

Le Délégué général ►  
et le Président Kourouma



Le 29 mars, le Président de l'Assemblée nationale de transition du Gabon, **Jean-François Ndongou**, a également visité le siège du Secrétariat général de l'APF. Cette réunion de travail a donné lieu à des échanges approfondis sur l'avenir de la Francophonie en Afrique, sur le rôle que le Gabon est appelé à jouer dans cet espace géopolitique et sur la stabilisation politique en marche au vu des avancées de la transition au Gabon après les événements du 30 août, ainsi que sur les perspectives de coopération à court terme et à long terme entre l'APF et le Parlement gabonais.

Le Président Ndongou ►



Enfin, le 30 avril, le Président de la Chambre des députés du Luxembourg, **Claude Wiseler**, accompagné d'une délégation parlementaire luxembourgeoise, a effectué une visite de travail à l'Assemblée nationale française, qui l'a amené à s'entretenir avec le Délégué général. MM. Wiseler et Fuchs ont longuement échangé à propos du rôle du Luxembourg dans la Francophonie ainsi que du poids politique de l'APF dans les instances de la Francophonie.

Le Délégué général ►  
et le Président Wiseler



# VISITES DE PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Par ailleurs, en mars, ont été reçues quatre Présidentes d'Assemblée en mission à Paris dans le cadre du Sommet des Présidentes organisé par **Yaël Braun-Pivet**, Présidente de l'Assemblée nationale :

Rencontre avec  
**Celmira Sacramento**



Bruno Fuchs et  
**Donatille Mukab**



- **Donatille Mukabalisa**,  
Présidente de la Chambre des députés du Rwanda;
- **Khuon Sudary**,  
Présidente de l'Assemblée nationale du Cambodge;
- **Eliane Tillieux**,  
Présidente de la Chambre des représentants de Belgique;
- **Celmira Sacramento**,  
Présidente de l'Assemblée nationale de Sao Tomé-et-Principe.

Entretien bilatéral  
avec **Eliane Tillieux**



**Jean-Charles Luperto**,  
**Bruno Fuchs**  
et **Khuon Sudary**



# 148<sup>E</sup> ASSEMBLÉE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

MARS DI BARTOLOMEO (LUXEMBOURG)  
CHANTAL SOUCY (QUÉBEC)

La délégation de l'APF à la 148<sup>e</sup> Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) à Genève, a été conduite par **Mars Di Bartolomeo**, Trésorier et membre du Bureau de l'APF. **Chantal Soucy**, Présidente du Réseau des femmes parlementaires, a également mené une mission à cette occasion.

Une cinquantaine de participants issus d'une vingtaine de sections ont pris part au caucus francophone, rendez-vous désormais incontournable des Assemblées de l'UIP. Les débats ont été riches et constructifs, y compris avec des représentants du Burkina Faso et du Mali, sections suspendues à l'APF, qui ont témoigné de leur attachement envers la Francophonie et ont salué les efforts de diplomatie parlementaire de l'APF.

Par ailleurs, les représentants de l'APF ont mené des rencontres bilatérales avec des délégations du Cameroun, de République démocratique du Congo, de France, de Gambie, du Ghana, de Guinée, d'Égypte, d'Irlande, du Laos, du Luxembourg, du Portugal, du Vanuatu et même d'Algérie.

Fait notable, le discours officiel de l'APF en séance plénière a été prononcé par **Marie-Armande Din Bell**, Vice-présidente du Sénat camerounais, qui conduisait la délégation de son Parlement. Ce discours a porté sur l'importance de la diplomatie parlementaire et la mise en valeur des actions de l'APF en la matière.

*Duarte Pacheco, ancien Président de l'UIP, Chantal Soucy et Mars Di Bartolomeo*



## RENCONTRE AVEC UNE DÉLÉGATION SÉNÉGALAISE

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Quelques semaines avant l'élection présidentielle au Sénégal, le Délégué général a rencontré quatre parlementaires sénégalais de premier plan, venus nous informer sur la situation.

La délégation était conduite par **Abdou Mbow**, accompagné d'**Adji Mbergane Kanouté**, de **Cheikh Seck** et de **Moussa Diakhaté**. Ces derniers ont expliqué les raisons ayant poussé les parlementaires sénégalais à demander le report de l'élection présidentielle, la procédure adoptée, le rôle du Président **Macky Sall** et la possibilité pour le Conseil constitutionnel de se prononcer sur la loi constitutionnelle ainsi votée.

## COMMUNIQUÉ DE L'APF SUR LA LEVÉE DE SANCTIONS DE LA CEDEAO

Dans un communiqué publié le 27 février, l'APF a salué la décision de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest en faveur de la levée de sanctions à l'encontre de la Guinée, du Mali et du Niger, ainsi que la réouverture des frontières et l'autorisation du survol de ces pays.

Dans cette publication, l'APF appelait une nouvelle fois à la libération du Président du Niger, Mohamed Bazoum, retenu depuis le coup d'État perpétré dans son pays en juillet 2023.

## RÉUNION DE LA COPA ET DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES

STÉPHANE SARRAZIN (ONTARIO)

À l'invitation de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA) et du Réseau des femmes parlementaires des Amériques, la région Amérique de l'APF a pris part à la réunion des comités exécutifs de la COPA et du Réseau, qui s'est déroulée à Québec les 11 et 12 mars 2024.

Une quarantaine de participants, représentant onze parlements et trois organisations interparlementaires (APF, Union nationale des Assemblées législatives des États fédérés du Brésil, Parlement du MERCOSUR) ont participé à cette réunion.

Représentant de l'APF dans les Amériques, le Délégué régional Amérique, **Stéphane Sarrazin**, a pris part à la totalité du programme des comités exécutifs de la COPA et du Réseau. M. Sarrazin a profité de la réunion des comités exécutifs pour présenter l'APF et sa Région Amérique. Il a notamment invité tous les parlementaires présents de la tenue de la 49<sup>e</sup> Session de l'APF à Montréal du 5 au 9 juillet et de la 39<sup>e</sup> Assemblée régionale Amérique à Toronto du 6 au 10 août 2024.

En marge de ces réunions, le Délégué régional a pu échanger avec des parlementaires du Brésil, du Mexique, du Québec et de Porto Rico.

# INVESTITURE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

BRUNO FUCHS (FRANCE)

À l'invitation du Président du Conseil constitutionnel du Sénégal, M. Fuchs a assisté à la cérémonie d'investiture de **Bassirou Diomaye Faye**, le 2 avril à Dakar.

En marge de l'investiture, le Délégué général de l'APF a rencontré de nombreuses autorités sénégalaises et régionales dont **Ousmane Sonko**, nommé depuis lors Premier ministre du Sénégal, **Aminata Touré**, ancienne Première ministre du Sénégal, **Nana Akufo-Addo**, Président du Ghana, **Mamadi Doumbouya**, Président de la Transition de la Guinée, **Aziz Akhannouch**, Premier ministre du Maroc, **Ousmane Bougouma**, Président de l'Assemblée législative de Transition du Burkina Faso, et **Malick Diaw**, Président du Conseil national de Transition du Mali.

Ces rencontres furent l'occasion de faire le point sur la situation politique au Sénégal et dans la sous-région, et de réaliser un plaidoyer pour les initiatives de diplomatie parlementaire amorcées par l'APF.

*Nana Akufo-Addo  
et Bruno Fuchs à Dakar*



# VISITES DE TRAVAIL DU PRÉSIDENT DROUIN À PARIS ET À LUXEMBOURG

FRANCIS DROUIN (CANADA)

Du 23 au 25 avril, le Président Drouin s'est rendu à Paris pour une visite de travail.

**Gérard Larcher**, Président du Sénat français, a reçu le Président Drouin au Palais du Luxembourg. Le Président de l'APF a longuement échangé avec M. Larcher, accompagné de **Loïc Hervé**, Vice-président du Sénat chargé de la coopération interparlementaire et des groupes interparlementaires d'amitié, à propos des situations politiques dans l'espace francophone et du rôle de la diplomatie parlementaire dans la médiation et la résolution de conflits. Le Président de l'APF a vivement remercié le Président Larcher pour l'appui précieux du Parlement français au profit de l'animation politique et du fonctionnement de l'APF.

Par la suite, le Président Drouin s'est rendu au siège de l'OIF, où il s'est entretenu avec **Louise Mushikiwabo**. Les deux chefs d'institution se sont félicités de la bonne dynamique de complémentarité entre l'APF et l'OIF, et ont échangé au sujet du Parlement francophone des jeunes, prochain grand rendez-vous jeunesse en Francophonie.

M. Drouin s'est longuement entretenu avec **Jean-Louis Bourlanges**, Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française. Le Président de l'APF s'est dit impatient de prendre connaissance des conclusions de la mission d'information sur l'avenir de la Francophonie, menée par **Amélia Lakrafi** et **Aurélien Taché** dans le cadre des travaux de la Commission.

Enfin, le Président Drouin s'est prêté à un échange à bâtons rompus avec l'ancien Président de la République française **François Hollande** autour des thématiques de la jeunesse, de son engagement citoyen en Europe et dans l'espace francophone ainsi que de son rapport à la langue française.

En marge de sa participation à la réunion du Groupe de travail sur les Statuts qui se tenait à Luxembourg le 26 avril, M. Drouin a été reçu par **Xavier Bettel**, Vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères du Luxembourg.

M. Drouin s'est également entretenu avec le Grand-Duc de Luxembourg **Henri, Claude Wiseler**, Président de la Chambre des députés, **Gusty Graas**, Président de la Commission des affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, et **Gilles Baum**, Président de la section luxembourgeoise de l'APF.

Francis Drouin  
et Xavier Bettel  
à Luxembourg





# PARTICIPATION AUX RÉUNIONS DE L'ENGAGEMENT PARLEMENTAIRE DU BUREAU DES NATIONS UNIES CONTRE LE TERRORISME

PIERRE-ANDRÉ COMTE (JURA)

Du 7 au 9 mai, **Pierre-André Comte** (Jura), membre du Bureau de l'APF, a participé aux réunions de l'Engagement parlementaire du Bureau des Nations unies contre le terrorisme (UNOCT). Cette initiative, officiellement lancée en 2021, vise principalement à soutenir et renforcer les capacités des parlementaires du monde entier dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme et renforcer la contribution parlementaire dans l'élaboration, la mise en œuvre et la supervision de législations, politiques et stratégies antiterroristes. À la suite de contacts noués lors

*Pierre-André Comte à l'UNOCT*



des assemblées semestrielles de l'Union interparlementaire (UIP), l'Engagement parlementaire de l'UNOCT a sollicité l'APF pour rejoindre le collectif d'organisations interparlementaires participant à ses travaux et participer à sa 5<sup>e</sup> réunion de coordination.

M. Comte a présenté les activités de diplomatie et de médiation parlementaires déployées par l'APF depuis l'adoption de son Cadre stratégique 2023-2030, notamment dans le Sahel, au Gabon et au Sénégal, pour contribuer à la prévention et à la résolution des crises politiques. Il a insisté sur la nécessité impérieuse d'adopter une approche holistique pour lutter contre les effets mais aussi contre les causes de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Quatre chantiers doivent donc être menés de front :

- le renforcement des forces de sécurité nationale, correctement équipées et entraînées pour répliquer efficacement à la menace;
- le développement économique et social, favorable à la productivité de l'agriculture et au dynamisme des PME, comme rempart contre la radicalisation;
- la bonne gouvernance, transparente, efficace et intègre, pour restaurer la confiance envers les institutions démocratiques;
- le soutien à la résilience des communautés, en partenariat entre les parlementaires et les communautés locales, par le biais, en particulier, des mécanismes traditionnels de médiation.

Les représentants du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union parlementaire africaine (UPA) ont réagi à cette présentation en sollicitant officiellement l'APF pour que des missions diplomatiques conjointes soient menées dans le Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger), avec le soutien de l'UNOCT, afin d'éviter le repli de ces pays sur eux-mêmes.

## PARTICIPATION DE L'APF À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AIMF

CENDRINE CACHEMAILLE (VAUD)  
JOSÉ DURUSSEL (VAUD)

**Cendrine Cachemaille** et **José Durussel**, membres de la section vaudoise à l'APF, ont représenté l'institution à la 44<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

Ils ont notamment pris part à un panel intitulé «Innover à travers la coopération internationale entre les collectivités locales», suivi d'échanges avec des élus municipaux sénégalais autour de la gouvernance multi-acteur des projets de coopération décentralisée. Mme Cachemaille a mis en valeur les travaux de l'APF, notamment le corpus législatif consacré aux politiques climatiques.

*Cendrine Cachemaille et la délégation sénégalaise*



## RENCONTRE AVEC UNE DÉLÉGATION DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONAL KANAK ET SOCIALISTE

BRUNO FUCHS (FRANCE)



Le 2 mai, au Secrétariat général, le Délégué général s'est entretenu avec une délégation du Front de libération national kanak et socialiste (FLNKS) afin d'évoquer la crise politique menaçant alors d'émerger, ce qui n'a pas manqué de se produire quelques semaines plus tard. Bruno Fuchs a noté que les parlements des deux parties prenantes — la République française et le territoire de Nouvelle-Calédonie — sont membres de l'APF et y travaillent dans une parfaite entente. Il a fait part de son souci de maintenir le dialogue en restant fidèle à l'esprit des accords de Matignon de 1988.

*▲ Entretien avec la délégation du FLNKS*

# MISSION DE BONS OFFICES AUPRÈS DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION DE GUINÉE

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Du 18 au 23 août, le Délégué général **Bruno Fuchs** a effectué une visite à Conakry à l'invitation de **Dansa Kourouma**, Président du Conseil national de Transition (CNT) de Guinée. Un mois après la levée de la suspension de la section guinéenne, cette mission avait pour but d'apporter un soutien au processus de Transition guinéenne.

Le Délégué général a rencontré le Premier ministre **Oury Bah**, le ministre des affaires étrangères **Morissanda Kouyaté** et d'autres figures importantes de la Transition. Parmi les moments forts, il a participé au séminaire annuel

*Le Délégué général à la tribune avec le Président du CNT lors des travaux de Kindia*



sur la diplomatie économique, qui abordait le rôle de celle-ci comme levier de développement pour la Guinée. Le Délégué général a expliqué en quoi l'APF constitue une ressource coopérative, notamment pour contribuer à la réforme du secteur minier et à la densification des relations Sud-Sud.

Le Délégué général a en outre assisté au lancement des discussions autour de l'avant-projet de Constitution, visant à favoriser un dialogue inclusif entre le CNT et les partis politiques guinéens. Il a salué la démarche du CNT, soulignant l'importance de l'inclusivité et de la transparence pour une appropriation nationale du futur texte. Cet échange a permis aux acteurs politiques d'apporter leurs contributions et d'amender la Constitution de manière collaborative, le CNT s'engage à maintenir cette méthode.

Les entretiens politiques ont mis en évidence les défis majeurs de la Transition, notamment en ce qui concerne l'établissement d'un fichier électoral fiable, condition essentielle pour des élections transparentes. Les interlocuteurs ont exprimé des inquiétudes liées aux retards accumulés sous le gouvernement précédent, ainsi qu'à la gestion des crises récentes, y compris celle causée par l'explosion d'un dépôt de carburant. Ils ont également évoqué les restrictions imposées aux médias pour préserver la stabilité nationale durant cette période délicate.

La mission a mis en lumière l'urgence d'améliorer les conditions de vie pour consolider le processus de Transition. Face aux pressions sociales et politiques, il est crucial que la Francophonie renforce son accompagnement pour aider la Guinée à établir un ordre constitutionnel à partir d'élections légitimes. La durée de la Transition militaire suscite des frustrations; une accélération du retour à un gouvernement civil est essentielle pour apaiser la situation politique en Guinée.

# COMMISSION POLITIQUE

CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA (FRANCE)

À l'invitation de l'honorable **Raymonde Gagné**, Présidente du Sénat, et de l'honorable **Greg Fergus**, Président de la Chambre des communes du Canada, la Commission politique s'est réunie à Montréal le 7 juillet 2024. Sous la présidence de **Christophe-André Frassa** (France), sénateur et Président de la Commission, la séance a rassemblé 55 parlementaires de 36 sections.

Les membres de la Commission politique ont examiné les situations politiques dans l'espace francophone, en présence de **Nicolas Guinard**, directeur des affaires politiques et de la gouvernance démocratique de l'OIF, qui a présenté l'engagement de cette dernière dans les différents pays mentionnés. Ils ont également échangé avec **Éric Blanchot**, directeur général de Promédiation, sur le rôle de la diplomatie parlementaire en matière de médiation et de négociation dans les conflits, ainsi que sur les actions menées par son organisation pour une sortie de crise au Sahel. La Commission a en outre entendu **Oussama Benachour**, chargé de programme au Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT), sur l'Engagement parlementaire de l'UNOCT visant à renforcer les capacités et la contribution des parlementaires dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme.

Les discussions ont aussi porté sur les thèmes suivants : la peine de mort dans l'espace francophone, la lutte contre la désinformation et les modèles alternatifs de financement de la presse, le rôle clé du multilatéralisme dans la promotion de la démocratie et d'une paix durable, ainsi que la cybersécurité et les ingérences électorales dans l'espace francophone.

Ces deux derniers thèmes ont fait l'objet de rapports finaux déposés par les rapporteurs **Philippe Courard** (Belgique/PFWB) et **Marilyne Picard** (Québec).

Les travaux de la Commission se sont conclus sur des perspectives d'actions politiques visant à renforcer le rôle de l'APF dans la résolution de conflits, ambition formulée dans les deux projets de résolutions adoptés par la Commission : l'un sur la situation en République démocratique du Congo et l'autre sur la situation des Arméniens du Haut-Karabakh et l'intégrité territoriale de la République d'Arménie.



# CONFÉRENCE DE L'UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE

GERMAINE KOUMÉALO ANATE (TOGO)

L'APF a participé à la 46<sup>e</sup> Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires de l'Union parlementaire africaine (UPA) à N'Djamena. Dirigée par **Germaine Kouméalo Anate**, députée togolaise, cette mission a également permis de renforcer les échanges avec le Conseil national de transition (CNT) du Tchad.

Les discussions ont porté sur la paix, la sécurité et le développement économique, avec un focus sur l'éducation technique et professionnelle pour réduire les risques d'adhésion des jeunes aux groupes armés. Mme Anate a participé au caucus sous-régional d'Afrique de l'Ouest, visant à renforcer la coopération parlementaire. Des interventions ont souligné l'importance de collaborer avec les institutions multilatérales pour relever les défis du continent.

En marge de la Conférence, Mme Anate a rencontré **Ali Kolotou Tchaimi**, Premier Vice-président du CNT. À l'approche des élections du 29 décembre 2024, le CNT a exprimé sa gratitude envers l'APF pour son soutien, sollicitant une participation aux missions d'observation électorale et un appui aux nouveaux parlementaires.

Cette mission a illustré l'engagement de l'APF pour la paix, la stabilité et le développement durable en Afrique, tout en renforçant son appui à la transition démocratique au Tchad en vue des prochaines élections et de l'installation d'un nouveau Parlement.



▲  
*Audience par le Premier Vice-président du CNT tchadien*

# INVESTITURE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MAURITANIE

HILARION ETONG (CAMEROUN)  
BRUNO FUCHS (FRANCE)  
ADAMA BICTOGO (CÔTE D'IVOIRE)  
VITAL KAMERHE (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)

La délégation du Bureau de l'APF avec le Président de la Commission de l'Union africaine

Une délégation de l'APF, conduite par le Président **Hilarion Etong**, s'est rendue à Nouakchott pour l'investiture du Président **Mohamed Ould El-Ghazouani**.

Les représentants de l'APF ont échangé avec le Président mauritanien, plusieurs chefs d'État africains et des dirigeants de l'Union africaine. Les discussions ont mis en avant la stabilité de la Mauritanie dans une région marquée par l'insécurité, ainsi que son rôle central dans le Sahel. Les autorités mauritaniennes ont exprimé leur ambition de favoriser le développement économique et l'emploi, en soulignant leur potentiel comme pôle régional de stabilité.

L'intégration de l'Assemblée nationale mauritanienne au Bureau de l'APF a été saluée. L'APF a proposé de s'appuyer sur l'expertise de son Président, **Mohamed Bemba Meguett**, en matière de médiation politique et de sécurité, pour dialoguer avec les autres pays sahéliens.

Enfin, la délégation a profité de la présence à Nouakchott de nombreuses autorités politiques africaines à cette occasion pour mieux faire connaître ses actions et ses plaidoyers.

Cette mission a confirmé et renforcé les synergies entre l'APF et sa section mauritanienne, en posant les bases d'initiatives conjointes en développement, sécurité régionale et action climatique, domaines où la Mauritanie joue un rôle clé au Sahel.



# 149<sup>E</sup> ASSEMBLÉE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

NICOLAS WALDER (SUISSE)

L'APF était représentée à la 149<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UIP) par **Nicolas Walder**, conseiller national (Suisse), membre du Bureau de l'APF.

Celui-ci a notamment délivré un discours en séance plénière sur les relations entre expertise scientifique et décision politique, à la lumière des relations étroites nouées par l'APF avec plusieurs organismes d'enseignement supérieur et de recherche, dans les quatre régions de notre institution.

Il a en outre animé le caucus francophone, qui a réuni une cinquantaine de participants issus de 24 sections. Les débats y ont porté sur le renforcement de la diplomatie parlementaire pour contribuer à la résolution des conflits, notamment sur les suites de la résolution adoptée lors de la 49<sup>e</sup> Session au sujet de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC.

La délégation vietnamienne a présenté son projet d'organisation d'une conférence parlementaire internationale sur le changement climatique, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, qui se tiendra à la veille du Bureau de l'APF de Can Tho, le 21 janvier 2025.

Enfin, en marge des travaux, une série d'entretiens bilatéraux se sont tenus avec les délégations de la République démocratique du Congo, du Ghana, de Madagascar, des Seychelles, ainsi que du Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA) et de l'Assemblée législative est-africaine. Cette dernière, qui vient d'adopter le français comme langue officielle de travail, s'est déclarée intéressée par une démarche de coopération linguistique avec l'APF.

*Nicolas Walder à la tribune de la 149<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP* ►



# 36<sup>E</sup> ASSEMBLÉE REGIONALE EUROPE

PRISTINA (KOSOVO)

Du 11 au 13 novembre 2024, à l'invitation du Kosovo, section associée de l'APF, la 36<sup>e</sup> Assemblée régionale Europe s'est tenue à Pristina sous la présidence de **Anne Lambelin**, Déléguée régionale Europe. L'événement a réuni 17 sections et plus de 40 parlementaires autour du thème « Guerre hybride : un danger pour la sécurité et la démocratie ».

Les travaux se sont articulés en trois panels avec l'intervention de dix experts. Le premier panel a exploré la manipulation de l'information, les cyberattaques, les ingérences étrangères et l'instrumentalisation de l'histoire. Les débats ont porté sur les actions à envisager et les stratégies pour se défendre tout en préservant les valeurs

démocratiques. Le rôle des acteurs privés et les réglementations nécessaires pour contrer les logiciels malveillants ont également été abordés.

Le deuxième panel s'est concentré sur les conséquences de la guerre hybride, notamment celle menée par la Russie en Ukraine, sur la défense, le droit et les valeurs démocratiques. **Nezir Kraki**, chargé d'enseignement à l'Université Paris Est Créteil, a plaidé pour une prise de position unifiée de l'Union européenne sur des questions telles que l'Ukraine ou les tensions entre la Serbie et le Kosovo.

Enfin, le troisième panel a envisagé les perspectives pour une Europe en sortie de guerre. **Luydmila Makey**, journaliste ukrainienne, a témoigné des violences subies par les journalistes en temps de guerre et évoqué les atrocités commises contre les femmes et les enfants, en écho aux conflits passés au Kosovo.





# MISSION D'ÉLARGISSEMENT

LANDTAG DE LA SARRE

À l'invitation du Landtag de la Sarre, une mission diplomatique a été organisée, le 8 novembre 2024, pour explorer les perspectives d'adhésion du Parlement de la Sarre à l'APF. Facilitée par l'intégration de la Sarre à l'OIF lors du Sommet de la Francophonie d'octobre 2024, cette mission visait à renforcer les relations politiques et culturelles.

La délégation, composée de **Mars Di Bartolomeo**, Trésorier de l'APF, et de **Anne Lambelin**, Déléguée régionale Europe, a rencontré les autorités du Parlement et du Gouvernement du Land, des élus de Sarrebruck, ainsi que des représentants du milieu universitaire et médiatique. Ces échanges ont mis en lumière l'importance de la langue et de la culture françaises en Sarre, ainsi que les efforts inscrits dans l'Agenda 2043 pour promouvoir l'apprentissage du français.

La délégation a exposé les avantages de l'adhésion à l'APF et les différentes options possibles : section membre, associée ou observateur. M. Di Bartolomeo a précisé que le dossier sera examiné par la Commission politique de l'APF. Mme Lambelin a souligné que cette adhésion favoriserait non seulement la Francophonie, mais aussi les collaborations politiques sur des enjeux clés comme le climat, l'égalité des genres et la lutte contre la désinformation.

Ces rencontres ont été jugées très positives, laissant présager la soumission prochaine d'un dossier de candidature.

*Mars Di Bartolomeo, ▶  
Dagmar Heib, Vice-présidente  
du Landtag de la Sarre,  
et Anne Lambelin*



# 39<sup>E</sup> ASSEMBLÉE RÉGIONALE AMÉRIQUE

TORONTO (CANADA)

La 39<sup>e</sup> Assemblée régionale Amérique (ARAM) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue à Toronto, du 6 au 10 août 2024, sous la présidence de **Stéphane Sarrazin**, Délégué régional Amérique. Cet événement a rassemblé sept sections (Alberta, Canada, Colombie-Britannique, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Ontario, Québec) et près de 30 participants.

L'Assemblée régionale a offert une occasion unique d'échanger sur des enjeux majeurs pour la culture francophone dans la région. Le thème central portait sur les répercussions socio-économique de l'immigration francophone, un sujet essentiel dans un contexte où le français évolue souvent en situation minoritaire. Trois séances de travail ont permis aux parlementaires d'approfondir ce sujet :

- l'accueil initial des nouveaux arrivants, présenté par **Aissa Nauthoo**, **Gouled Hassan** et **Élise Edimo**, a mis en lumière les défis des premiers contacts;
- l'intégration dans la communauté, animé par **Daniel Giroux**, **Désir Saint-Phard** et **Didier Koffi**, a exploré les moyens de favoriser une inclusion durable;
- le processus d'immigration au Canada, présenté par **Shaloma Gauthier**, a fourni un aperçu des mécanismes en place.

En marge de l'Assemblée, la Conférence des présidents de sections (CPS), présidée par **Darrell Samson**, Président de la section canadienne, s'est tenue le 6 août. Cette rencontre a abordé le rapport d'activité du Délégué régional, la révision des documents cadres, les finances régionales et les suivis des instances de l'APF.

Cette Assemblée a également marqué la fin du mandat de **Stéphane Sarrazin** comme Délégué régional Amérique, clôturant une édition axée sur des échanges constructifs pour renforcer l'immigration francophone en Amérique.



# MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION GABONAISE

HILARION ETONG (CAMEROUN)



## Mission du Président de l'APF de septembre 2024

Le 2 septembre 2024, **Hilarion Etong**, Président de l'APF, a été invité à prononcer le discours solennel d'ouverture de la Session parlementaire de la Transition, marquant le soutien de l'APF à ce processus.

En marge, il a rencontré des autorités clés, dont le Vice-président **Joseph Owondault Berre** et le Premier ministre **Raymond Ndong Sima**, pour échanger sur les avancées de la Transition.

Le Président a eu l'occasion de constater que le Gabon respecte son chronogramme, avec une consultation nationale, un dialogue inclusif et un avant-projet de Constitution finalisé.

## Mission dans le cadre du référendum constitutionnel de novembre 2024

Le Président et le Délégué général de l'APF se sont ensuite rendus à Libreville à l'occasion du référendum du 16 novembre 2024, premier scrutin depuis le coup d'État d'août 2023. Au terme du vote, fruit d'un dialogue national et d'une assemblée constituante, a été adoptée une nouvelle Constitution, par 91,6 % de suffrages favorables, avec 54,2 % de participation.

Le texte fondamental introduit un régime présidentiel limité à deux mandats consécutifs, verrouille les révisions constitutionnelles par référendum et met fin à la transmission dynastique du pouvoir.

La mission a permis des échanges avec des acteurs politiques, diplomatiques et civils, soulignant des avancées démocratiques mais aussi des défis liés à la transparence électorale et à l'organisation des prochaines élections. L'APF a salué les progrès réalisés par les autorités de Transition, tout en soulignant l'importance d'une transparence électorale accrue. Elle reste engagée à accompagner le Gabon vers un retour rapide à un ordre démocratique et la consolidation de l'État de droit.

◀ *Le Président de l'APF à la tribune de l'Assemblée nationale de la Transition*

# 2<sup>E</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA COSPAL À ACCRA (GHANA)

VITAL KAMERHE (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)

Invitée d'honneur à la Conférence des Présidents d'Assemblées législatives Africaines (CoSPAL), l'APF était représentée par une délégation conduite par Président de l'Assemblée nationale de la RDC. Cette rencontre, organisée par le Parlement du Ghana, visait à renforcer la diplomatie et la coopération parlementaires en Afrique.

La délégation de l'APF a participé à des travaux, audiences officielles et échanges informels avec plusieurs délégations parlementaires, notamment du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Maroc et du Togo. Deux entretiens avec le Président et le Secrétaire général de l'Assemblée nationale du Ghana ont permis d'obtenir l'engagement d'un partenariat renforcé avec l'APF.

L'APF a consolidé son rôle d'acteur majeur de la diplomatie parlementaire. **Vital Kamerhe** et **Louis Vlavonou** ont été élus Vice-présidents de la CoSPAL.

Les discussions ont également porté sur l'adhésion à l'APF des Parlements du Ghana et de la Gambie, membres de l'OIF, qui ont exprimé leur intérêt. Ces intégrations renforceraient le rôle de la Francophonie dans les pays anglophones et l'intégration régionale.

La mission a renforcé la crédibilité de l'APF et son positionnement stratégique en Afrique. Elle ouvre la voie à une coopération accrue avec des parlements de pays du «deuxième cercle de la Francophonie», consolidant ainsi son influence et son rayonnement.



▲ Photo de famille des membres de l'APF présents à Accra

# MISSION POST ÉLECTIONS LÉGISLATIVES À DAKAR

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le 17 novembre 2024, le Sénégal a organisé des élections législatives marquées par une forte participation, notamment de la jeunesse. Elles ont donné une majorité écrasante au parti présidentiel Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF), qui a emporté 80 % des sièges (130 sur 165), renforçant son contrôle sur les institutions pour mener les réformes promises.

La mission visait à analyser les résultats, à comprendre les dynamiques politiques, à promouvoir les actions de l'APF et à confirmer son attachement à la démocratie sénégalaise. Les rencontres ont impliqué des dirigeants de la majorité comme de l'opposition, des acteurs de la société civile et des ambassadeurs francophones.

Le renouvellement de l'Assemblée nationale marque un tournant majeur dans la vie politique nationale. Cette transition démocratique doit faire face à des défis importants, notamment la forte aspiration au changement exprimée par la société sénégalaise et la jeunesse. La nouvelle majorité parlementaire, composée en grande partie de jeunes députés, semble déterminée à répondre aux attentes fortes, notamment en matière d'emploi, de réduction des inégalités, de lutte contre la corruption et d'affirmation de la souveraineté nationale.

Les responsables du PASTEF rencontrés ont manifesté leur intérêt vis-à-vis de l'APF, notamment dans l'optique de faire contribuer le Sénégal à la diplomatie parlementaire francophone et qu'il tienne sa place au cœur de l'institution, puisque le Président de l'Assemblée nationale y occupe un siège de Vice-président.



Rencontre avec le Secrétaire  
général du PASTEF

AXE 2

**APPORTER UNE VALEUR AJOUTÉE  
À L'ESPACE FRANCOPHONE EN  
INCITANT LES PARLEMENTS  
À CRÉER DES NORMES  
LÉGISLATIVES COMMUNES**



# COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

JOËL GODIN (CANADA)



Sous la présidence de **Joël Godin**, la Commission des affaires parlementaires (CAP) s'est réunie au Parlement du Monténégro, du 24 au 26 avril, à l'invitation de son Président, **Andrija Mandić**. Une quinzaine de délégations étaient rassemblées à Podgorica pour cette première réunion d'instance organisée par le Monténégro, deux ans à peine après son adhésion à l'APF.

▲  
Joël Godin

À cette occasion, la rapporteure québécoise **Geneviève Hébert** a présenté la dernière version du rapport sur les effets de la désinformation dans le milieu parlementaire, qui fera l'objet d'un dépôt de résolution lors de la prochaine Session de l'APF.

En outre, la Commission a entendu plusieurs personnalités, dont **Miodrag Lekic**, ancien ministre des affaires étrangères, **Andrea Wolfe**, experte de l'Institut pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) chargée du programme européen de coopération parlementaire **Inter Pares**, et **Mirko Lalatovic**, représentant du Parlement monténégrin, à propos du programme de renforcement des capacités dont a bénéficié la section monténégrine.

Plusieurs projets de partenariat étaient aussi à l'ordre du jour de la Commission. Ses membres ont ainsi donné un avis favorable aux accords-cadres avec l'Université Senghor d'Alexandrie et la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), sous réserve de modifications, ainsi qu'au projet d'adhésion de l'APF au Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS).

Enfin, la Commission a fixé ses thèmes d'étude pour sa prochaine réunion à Montréal, dans le cadre de la 49<sup>e</sup> Session de l'APF, du 4 au 9 juillet 2024 : le projet de corpus législatif sur la protection des lanceurs d'alerte y sera présenté par la rapporteure belge **Nadia El Yousfi**; et celle-ci procédera par ailleurs à une actualisation du recensement des codes d'éthique et des organes de déontologie parlementaires dans l'espace francophone, en partenariat avec le Réseau francophone de déontologie et d'éthique parlementaires (RFEDP).

# RÉUNION DE L'AFRAVIH À YAOUNDÉ

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

La 12<sup>e</sup> conférence internationale francophone AFRAVIH sur le sida s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun, du 16 au 19 avril 2024. **Laurent Wehrli**, Président de la Sous-commission de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, y a participé.

Les objectifs de l'AFRAVIH sont de mobiliser les acteurs francophones dans la lutte contre le VIH, les hépatites et les infections virales chroniques et émergentes. À cet effet, l'organisation met en place des actions de formation, renforce les bonnes pratiques de prise en charge, partage l'expertise scientifique, publie des ouvrages, promeut la recherche clinique et développe un réseau francophone de professionnels engagés. L'AFRAVIH vise à assurer une prise en charge de qualité et équitable pour tous, au Nord comme au Sud, en s'appuyant sur les concepts d'universalité des pratiques, de respect des procédures et d'accessibilité pour tous.



◀ Laurent Wehrli à l'AFRAVIH

# COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES DE L'UNESCO

JENNIFER MACCARONE (QUÉBEC)

**Jennifer Maccarone** (Québec) a représenté l'APF à la 17<sup>e</sup> session du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, qui s'est déroulée du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2024.

Après avoir dressé l'historique du rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité culturelle, Mme Maccarone a souligné l'engagement de l'APF en faveur de la diversité des expressions culturelles et linguistiques, renouvelé dans son nouveau Cadre stratégique 2023-2030. Un travail continu de sensibilisation au respect de la diversité linguistique est mené par plusieurs parlementaires membres de l'APF.

Au cours des discussions du Groupe de réflexion sur la mise en œuvre de l'article 16 de la Convention, « Traitement préférentiel pour les pays en développement », Mme Maccarone a indiqué que la question de la mobilité et de la circulation des personnes fut le sujet du débat général lors de la 48<sup>e</sup> Session de l'APF qui s'est tenue à Tbilissi en juillet 2023 et qu'un plan d'action en matière de mobilité citoyenne est en cours d'élaboration via le Réseau des jeunes parlementaires de l'APF.



# SÉMINAIRE SUR LA DÉSINFORMATION

PARLEMENT DE MOLDAVIE

Les 18 et 19 mars, l'APF a organisé un séminaire portant sur les caractéristiques de la désinformation dans les pays de l'espace francophone, en particulier en Europe orientale, mais aussi sur les moyens de renforcement de la réponse parlementaire face à ces pratiques délétères et complexes à appréhender. Une trentaine de députés et fonctionnaires moldaves ainsi que plusieurs élus issus de 16 autres parlements francophones de la Région Europe de l'APF ont participé à cette activité, tenue la veille de la Conférence des Présidents de la région Europe.

Les échanges ont été marqués par les interventions de plusieurs conférenciers internationaux.

**Bertrand Levant**, chef du programme de lutte contre la désinformation à l'OIF, a présenté les différentes missions de partage d'expériences de son organisation dans la Francophonie, comme des missions d'accompagnement aux autorités régulatrices des médias ou la mise en place d'une plateforme francophone de lutte contre la désinformation dénommée ODIL.

**Vincent Couronne**, professeur et fondateur de l'organisme de vérification des faits *Les Surligneurs*, a évoqué les stratégies de désinformation mises en place par des puissances étrangères, tout en présentant de bonnes pratiques que peuvent suivre les parlementaires pour lutter contre ce phénomène.

**Aneta Gonta**, Vice-présidente de la section moldave de l'Union de la presse francophone, a quant à elle distingué les différents traits du « désordre de l'information » et présenté les nouvelles compétences du Conseil de l'audiovisuel de Moldavie, dont elle assure la Vice-présidence.

Ce séminaire a également donné l'occasion à d'éminentes autorités moldaves de rendre compte de l'action menée face à la désinformation, comme **Oleg Serebrian**, Vice-premier ministre moldave chargé de la réintégration, qui est revenue sur les cas de diffusion de fausses nouvelles dans son pays, liés entre autres aux événements récents dans la région séparatiste de Transnistrie.

**Ana Revenco**, directrice du centre de communication stratégique et de lutte contre la désinformation, pour sa part, a présenté les missions de cette autorité administrative indépendante, que la Moldavie a mise en place en 2023 selon un modèle original.

Enfin, la journaliste **Viorica Zaharia**, membre de l'association de la presse indépendante et de l'organisme de lutte contre la désinformation vérification des faits Stopfals, a mis en avant les attentes de la société civile pour enrayer la diffusion de fausses informations et les moyens pour les parlementaires de mieux les prendre en compte.



# SÉMINAIRE SUR LA RESTITUTION DES BIENS CULTURELS SPOLIÉS PENDANT LA COLONISATION

ASSEMBLÉE NATIONALE DU BÉNIN

L'APF, en collaboration avec l'Assemblée nationale du Bénin, a organisé un séminaire parlementaire régional sur les enjeux de la restitution des biens culturels spoliés pendant la colonisation, les 13 et 14 juin, à Cotonou (Bénin).

Cette activité, rendue possible grâce au soutien financier de l'Agence française de développement (AFD), s'est ouverte par une cérémonie présidée par **Louis Vlavonou**, Président de l'Assemblée nationale du Bénin, en présence d'**Assan Seibou**, Vice-président de la section béninoise de l'APF et Président du Comité chargé de l'organisation du séminaire, et de **Jérôme Bertrand-Hardy**, directeur de l'agence Cotonou de l'AFD.



Plus d'une cinquantaine de parlementaires et près de 75 participants ont pris part au séminaire, dont une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Sénégal et de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire.

Grâce aux communications des experts, les participants ont pu étudier en profondeur les thématiques suivantes :

- l'état des lieux des restitutions en Afrique et leurs objectifs ;
- les enjeux multiples de la restitution sur le plan historique, culturel et juridique ;
- l'action de l'UNESCO en faveur de la sauvegarde du patrimoine et le droit international en matière de restitution ;
- les juridictions nationales, régionales et internationales, ainsi que les procédures existantes en matière de restitution ;
- les mesures de lutte contre le trafic illicite des biens culturels ;
- les enjeux de la valorisation et de la conservation des biens culturels.

La présentation a été confiée à **Paul Akogni**, chercheur et gestionnaire en patrimoine culturel, **Alexis Mocio-Mathieu**, spécialiste de programme auprès de l'UNESCO, **Vincent Négri**, professeur et chercheur spécialiste en droit international de la culture et du patrimoine, **Émile Zida**, chef de division Culture à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), **Carlo Sommaruga**, Conseiller des Etats suisse, **Sandrine Platteau**, ambassadrice de Belgique au Togo et au Bénin, **Mark Vیزی**, ambassadeur de France au Bénin, **Franck Armel Afoukou**, ambassadeur, Secrétaire général (ministère des affaires étrangères), **Jacques Aguia Daho**, directeur adjoint de cabinet du ministre en charge de la culture ainsi qu'**Alain Godonou**, directeur du programme Musées de l'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du tourisme.

Les participants ont pu évaluer la formation au terme des présentations et un outil comprenant l'ensemble des juridictions existantes et des procédures afin de formuler une demande de restitution leur sera transmis ultérieurement.

# FORMATION GEOFFREY-DIEUDONNÉ À DESTINATION DES FONCTIONNAIRES PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE DU BÉNIN

La formation régionale Geoffrey-Dieudonné des fonctionnaires parlementaires du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal s'est déroulée à Cotonou du 13 au 17 mai 2024. Cette activité a été organisée grâce au financement de la Wallonie-Bruxelles international et du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, en collaboration avec l'Université Senghor à Alexandrie et l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF).

Les travaux ont été ouverts par **Assan Seïbou**, député et Vice-président de la section béninoise de l'APF, représentant le Président de l'Assemblée nationale du Bénin.

Au cours de cette formation, les intervenants ont abordé les thèmes de l'élaboration de la loi, le dépôt de la loi et de sa recevabilité, la présentation de la loi et l'examen en commission et en plénière, ou encore les techniques modernes de révision des actes de débats parlementaires.

Plus d'une trentaine de fonctionnaires parlementaires ainsi que des agents du ministère de la Justice et de la Cour Constitutionnelle du Bénin ont participé à cette session et ont partagé leurs expériences sur les thèmes développés avec les intervenants.



# PARTICIPATION DE L'APF À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU RÉSEAU FRANCOPHONE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE PARLEMENTAIRES (RFEDP)

NADIA EL YOUSFI (BELGIQUE/WALLONIE-BRUXELLES)

Pour la troisième année consécutive, l'APF a pris part à l'Assemblée générale du RFEDP, réunie à Bruxelles les 1<sup>er</sup> et 2 octobre. **Nadia El Yousfi**, rapporteure de la Commission des affaires parlementaires et députée (Belgique/Wallonie-Bruxelles), y a notamment souligné l'importance du partenariat établi entre l'APF et le RFEDP, qui permet de faire avancer concrètement la prise en compte des questions d'éthique et de déontologie dans les parlements francophones.

Nadia El Yousfi ►



# DERNIÈRE ÉTAPE AVANT L'ADOPTION DU CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE ET PROMOTION DE L'EPU

ASSEMBLÉE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE



▲  
Latifa Lablih

Les députés de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire se sont retrouvés le 22 octobre lors d'une séance de présentation du projet de résolution portant Code de déontologie et d'éthique de Côte d'Ivoire, en présence des membres du Comité de rédaction mis en place par l'Assemblée, l'APF et le Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires (RFEDP). Cette séance, animée notamment par **Latifa Lablih**, députée (Maroc), a permis aux élus de clarifier la portée et l'application des principes et des dispositions de ce projet de Code, qui devrait être adopté lors de la session de cette fin d'année. Le lendemain, les députés ont été sensibilisés à l'importance de leur rôle dans la mise en œuvre des recommandations émises au titre de l'Examen périodique universel (EPU).

Quelques jours après cette activité, M. Ben Meïte, s'est rendu aux Nations unies à Genève, grâce au soutien de l'OIF et de l'APF, à l'occasion de l'examen de la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire dans le cadre de l'EPU. Il s'agissait d'une participation inédite d'un parlementaire à un tel événement. M. Ben Meïte préside en effet la commission des affaires générales et institutionnelles de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, laquelle suit aussi la question des droits de l'Homme. Il a ainsi pu apporter une perspective parlementaire dans la préparation de cet examen, aux côtés du gouvernement ivoirien, lequel avait été accompagné par l'OIF depuis plusieurs mois. Sa participation permettra en outre d'envisager une meilleure implication du Parlement dans la mise en œuvre des recommandations émises à l'attention de la Côte d'Ivoire, en collaboration avec l'APF et l'OIF.

# ÉCOLE INTERNATIONALE SUR LA FRANCOPHONIE AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE

UNIVERSITÉ LAVAL



▲  
Joël Godin

À l'invitation de l'École supérieure des études internationales (ÉSEI) de l'Université Laval, **Joël Godin**, Président de la Commission des affaires parlementaires, est intervenu devant un groupe d'étudiants dans le cadre de leur École d'automne qui portait sur la Francophonie au XXI<sup>e</sup> siècle. Il a notamment présenté le rôle et le fonctionnement de l'APF et a souligné son importance dans la mise en œuvre de la coopération interparlementaire. Cette action a par ailleurs contribué au rapprochement de la Francophonie parlementaire avec le milieu universitaire, l'APF ayant déjà signé plusieurs accords-cadres avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

# COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

JOËL GODIN (CANADA)

Le 7 juillet 2024, la Commission des affaires parlementaires de l'APF, présidée par Joël Godin (Canada), a réuni des élus de 24 sections pour échanger sur les évolutions et activités récentes de leurs Parlements.

**Geneviève Hébert** (Québec) a présenté un rapport sur la désinformation dans les parlements francophones.

**Darrell Samson** (Canada) a soumis un rapport sur les actions de coopération de l'APF, adopté par la Commission.

**Nadia El Yousfi** (Belgique/Wallonie-Bruxelles) a exposé les progrès du corpus législatif sur les lanceurs d'alerte.

**Thierry Verdel**, Recteur de l'Université Senghor, et le Réseau francophone de déontologie parlementaire (RFEDP) ont présenté des projets, dont un code de déontologie pour la Côte d'Ivoire.

Cette réunion a renforcé la coopération entre parlements francophones.



◀ Darrell Samson

# COLLOQUE INTERNATIONAL DE « REGARDS DE FEMMES » SUR LA PARITE COMME LEVIER TRANSFORMATEUR DES POLITIQUES PUBLIQUES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le 11 novembre 2024, à Genève, le partenaire du Réseau des femmes parlementaires de l'APF, « Regards de femmes », a organisé un colloque international à l'ONU sur la parité comme levier transformateur des politiques publiques, en s'appuyant sur la Recommandation générale 40 du CEDEF.

Les discussions ont mis en lumière la persistance du patriarcat et des préjugés sexistes, freinant l'accès des femmes aux sphères de décision. La première table ronde a abordé l'importance d'un système d'enregistrement des naissances efficace, condition essentielle pour permettre une pleine participation des femmes et des filles à la vie citoyenne. **Nicole Ameline**, experte au CEDEF, a présenté la RG40, soulignant son rôle crucial pour guider les États dans le respect de leurs obligations juridiques en faveur des femmes.

La deuxième table ronde, axée sur la parité politique, a mis en avant des témoignages de membres du Réseau des femmes parlementaires de l'APF, en particulier de **Viviane Teitelbaum**, **Lydiene Epoube** et **Laurence Bassin**. Elles ont souligné la nécessité des quotas, d'une volonté politique renforcée et de l'autonomisation pour encourager l'engagement politique des femmes.

Enfin, la troisième table ronde s'est concentrée sur les politiques éducatives. Les intervenants ont identifié les causes d'abandon scolaire des filles et proposé des mesures pour y remédier, comme la sensibilisation des équipes éducatives aux droits des femmes. À titre d'exemple, **Benoît Faillard** a illustré les bienfaits de l'inclusion par le sport à travers la section féminine de rugby du Collège d'Ampère.



# SÉMINAIRE SUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LA GESTION DOCUMENTAIRE : RENFORCER LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE AU CAMBODGE

SÉNAT DU CAMBODGE



Les 12 et 13 novembre 2024, l'APF, en partenariat avec le Sénat et l'Assemblée nationale du Cambodge, a organisé un séminaire sur « Recherche scientifique, gestion de l'archivage et de la documentation : le rôle du Service de recherche du Parlement ». Financé par Affaires mondiales Canada, cet événement visait à sensibiliser les nouveaux parlementaires cambodgiens à l'importance d'un accès structuré et fiable à l'information, élément clé d'un travail parlementaire efficace.

Rassemblant 110 participants, parmi lesquels sénateurs, députés et fonctionnaires parlementaires, le séminaire a ouvert avec les interventions de **Lay Samkol**, Secrétaire général du Sénat cambodgien, **David Verbiwski**, Chargé d'affaires canadien, et **Alioune Dramé**, représentant l'APF. **Prak Sokhonn**, Vice-président du Sénat cambodgien, et **Prasnar Yi**, directeur du CP Asie, ont souligné l'importance de la Francophonie pour renforcer les institutions parlementaires en Asie du Sud-Est.

Les discussions ont abordé deux grands thèmes. La première journée a mis en lumière les défis liés à l'archivage et à la documentation, avec des interventions d'experts cambodgiens et internationaux, dont **Nathalie Boonen** (Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles) et **Ludovic Delépine** (Parlement européen). La deuxième journée s'est centrée sur l'intégration de la recherche scientifique dans le processus législatif, avec des contributions de **Mathieu Ouimet** (RFICS), de **Sèdami Médégan** (Institut parlementaire du Bénin) et des experts d'Asie-Pacifique et d'Afrique.

Des études de cas, comme celle du Luxembourg présentée par **Christian Penny**, ont illustré les avantages d'une structuration scientifique adaptée. Ce séminaire a marqué une étape clé pour renforcer les capacités parlementaires cambodgiennes, en amont du XX<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, prévu en 2026.



# SÉMINAIRE PARLEMENTAIRE SUR LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE : UN PAS VERS UNE BUDGÉTISATION INCLUSIVE

ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA TRANSITION DU GABON

Les 19 et 20 novembre 2024, l'APF, en partenariat avec sa section gabonaise, a organisé un séminaire sur la budgétisation sensible au genre (BSG) à Libreville. L'événement, soutenu par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le Système des Nations unies au Gabon, visait à sensibiliser les parlementaires à intégrer une approche genrée dans les politiques publiques pour une répartition équitable des ressources budgétaires.

Tenu avant l'examen de la loi de finances par le Parlement de transition gabonais, le séminaire a réuni plus de 50 parlementaires et une délégation tchadienne. **Chantal Midzie Abessolo** a ouvert les travaux avec un exposé sur les bases théoriques du genre et la représentativité des femmes au Gabon. Les experts **Mahaman Salissou Elhadji Adam** (ONU Femmes) et **Serge Mboula** (PNUD) ont présenté l'état des normes internationales et des études locales, suggérant une phase pilote pour la BSG.

Un panel interactif a mis en lumière des exemples inspirants : **Latifa Lablih** (Maroc) a présenté le modèle marocain, **Lydienne Epoube** (Cameroun) a souligné les effets de la BSG sur l'autonomisation des femmes et **Eugénie Mbainaye** (Tchad) a plaidé pour son adoption dans son pays.

Une visite à la ferme de l'Esterias a illustré les bénéfices des politiques d'autonomisation. En clôture, **Angélique Ngoma** (Gabon) a appelé à adopter une loi sur la BSG et à former les parlementaires, marquant un pas vers des politiques inclusives et équitables.



AXE 3

**RENDRE L'ESPACE FRANCOPHONE  
PLUS ATTRACTIF POUR  
LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS**



# RÉSEAU DES JEUNES PARLEMENTAIRES

PASCAL SAWA (NOUVELLE-CALÉDONIE)

La réunion, présidée par **Elsa Schalck** (France), Première Vice-présidente du Réseau, en remplacement de **Pascal Sawa**, empêché par la situation en Nouvelle-Calédonie, a réuni une dizaine de participants, les 23 et 24 mai à la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris.

Pendant ces deux jours de travaux, les membres du Réseau ont pu faire part de leurs réflexions et attentes quant à la nécessité de mettre en place une législation afin de permettre à l'espace francophone de devenir un véritable espace d'échange, tant bien au niveau académique que professionnel. Plusieurs auditions ont été menées à ce sujet afin de connaître les enjeux et ainsi établir un projet de mobilité commun à la Francophonie.

Dans le cadre de la préparation de l'Avis pour le Sommet de la Francophonie de Villers-Côtterets, les deux rapporteurs du Réseau, **Pierre-Yves Lux** (Belgique/Wallonie-Bruxelles) ainsi que **Catherine Blouin** (Québec), remplaçant **Madwa-Nika Cadet**, ont pu être écoutés sur leurs travaux. Puis un tour de table s'est organisé à ce sujet afin de connaître les perspectives de chaque section et ainsi établir un projet de mobilité commun à la Francophonie, mais également afin de connaître les bonnes pratiques mises en œuvre dans chaque section et de s'en inspirer.

Le Réseau des jeunes parlementaires à la Maison de la Nouvelle-Calédonie



## PASCAL SAWA À LA 5<sup>e</sup> TABLE RONDE D'EXPERTS DE L'UIP SUR LES PRINCIPES COMMUNS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE AUX PARLEMENTS

PASCAL SAWA (NOUVELLE-CALÉDONIE)

En mars 2024, le Président Sawa a pris part à la 5<sup>e</sup> table ronde d'experts de l'UIP sur les Principes communs en matière d'assistance aux parlements. À cette occasion, le Président Sawa a rappelé que l'APF a adhéré formellement aux principes communs en juillet 2023, que la coopération interparlementaire est essentielle aux yeux de l'APF, qui travaille en permanence pour l'amélioration de ces échanges. Il a souligné la volonté de développer ensemble une meilleure coopération interparlementaire.

# RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES

CHANTAL SOUCY (QUÉBEC)

Le Réseau des femmes parlementaires de l'APF a tenu sa réunion intersessionnelle les 17 et 18 avril, à Cotonou, au Bénin, sous la présidence de **Chantal Soucy**. Les réunions ont rassemblé plus d'une quarantaine de participants. De nombreuses femmes parlementaires béninoises ont également participé aux travaux.

Des thématiques telles que la sécurité des femmes en zones de conflits — qui fait l'objet d'un rapport actuellement en cours d'élaboration —, les droits patrimoniaux des femmes ou encore la budgétisation sensible au genre étaient au cœur des débats.

Sur ce sujet, **Isabelle Gueguen**, experte en budgétisation sensible au genre (BSG) et chargée d'élaborer le corpus législatif sur la question pour l'APF, a présenté l'état d'avancement du projet et échangé avec les membres du Réseau sur la mise en place de la BSG pour des institutions publiques.

La Présidente du caucus des femmes parlementaires du Bénin, **Djamilatou Sabi Mohamed**, a présenté la situation de la représentativité politique des femmes au Bénin et leur participation au processus démocratique. Le Bénin a modifié sa constitution en 2018 afin d'assurer une représentativité aux femmes dans chaque circonscription électorale.

Le Réseau a également réaffirmé sa volonté de collaborer activement avec son partenaire historique, le Réseau francophone pour l'égalité femme-homme, représenté par sa coordinatrice **Ndiro Ndiaye**.



## CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU CERTIFICAT EN CONCEPTION ET PILOTAGE DE POLITIQUES PUBLIQUES INTÉGRANT L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

UNIVERSITÉ SENGHOR

L'Université Senghor à Alexandrie, en partenariat avec l'OIF, propose une formation de 5 semaines à destination des décideurs nationaux, internationaux et parlementaires.

Pour la deuxième année, ce séminaire, entièrement en ligne, inclut une cohorte de 10 parlementaires et fonctionnaires parlementaires sélectionnés par l'APF, venus du Bénin, du Canada, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée équatoriale, de la République démocratique du Congo et du Togo.

Voici les modules de formation au programme : les notions de base en matière d'égalité femmes-hommes; les enjeux inhérents aux politiques d'égalité femmes-hommes; la mise en œuvre des politiques publiques intégrant l'EFH; la programmation opérationnelle de ces politiques publiques.

*Les jeunes finalistes du concours  
du dictionnaire francophone*

## VISITE DE JEUNES DE L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE (AUF)

Le 19 mars, les finalistes du jeu-concours du dictionnaire des francophones, organisé par l'AUF, opérateur direct de la Francophonie, ont visité les locaux du siège du Secrétariat général. Ils ont eu l'occasion d'échanger avec quatre conseillers de l'APF sur le rôle de l'institution, son mode de fonctionnement ainsi que sur l'avenir de la Francophonie.

Venus du Cameroun, du Canada, de Madagascar, du Maroc et du Sénégal, ces jeunes ont également bénéficié d'une visite du Sénat organisée avec le soutien de l'APF.



# PARTICIPATION À LA CLASSE DIPLOMATIQUE DE L'UNIVERSITÉ SENGHOR

UNIVERSITÉ SENGHOR



Pour la première fois, cinq jeunes parlementaires du Cap-Vert, de Mauritanie, du Nouveau-Brunswick et du Sénégal ainsi que trois fonctionnaires parlementaires de Djibouti, du Congo-Brazzaville et du Gabon ont participé au prestigieux programme de formation proposé depuis 2022 par l'Université Senghor à Alexandrie, opérateur direct de la Francophonie.

Portant sur le thème «Francophonie, diplomatie et enjeux globaux : la diplomatie francophone face aux enjeux de la mondialisation», cette formation certifiante poursuit trois objectifs principaux :

- apporter aux décideurs et cadres qui ont la charge des relations extérieures des pays francophones des connaissances essentielles sur la Francophonie institutionnelle, son histoire, ses enjeux géopolitiques, économiques et culturels;
- actualiser et approfondir leurs connaissances en matière de relations internationales, notamment sur la mondialisation et les grands enjeux mondiaux contemporains auxquels doivent faire face les pays francophones et les réponses que la Francophonie multilatérale peut y apporter;
- acquérir des compétences pratiques dans le domaine des négociations internationales et de la gestion de crise.

Les modules sont animés par les professeurs et directeurs de département de l'Université Senghor, des spécialistes de programme de l'OIF, des anciens diplomates.

Le Secrétaire général de l'APF, **Damien Cesselin**, a animé un module sur le thème «la Francophonie parlementaire, levier d'influence et de médiation». Il a également participé à la cérémonie de clôture qui s'est déroulée le 14 juin.

# JOURNÉE DE LA FRANCOPHONIE

MARIE-FRANCE LALONDE (CANADA)

Pour ce 20 mars, le Président **Francis Drouin** s'est prêté au jeu du traditionnel message à la communauté internationale. Dans cette vidéo, il rend hommage aux artistes, pierre angulaire du rayonnement de la langue française à travers le monde. Les autres parlementaires de la section canadienne, dont **Réjean Aucoin**, **Joël Godin** et **Marie-France Lalonde**, ont également tenu à faire une déclaration pour cette journée.

Du côté de la Roumanie, le Président de la République, **Klaus Iohannis**, a décerné des distinctions nationales à plusieurs personnalités en reconnaissance de leurs contributions exceptionnelles à la promotion de l'image de la Roumanie parmi les États membres de la Francophonie. **Sorin-Mihai Cîmpeanu**, Vice-président du Sénat roumain et Président de la section roumaine de l'APF, a été décoré au grade d'officier dans l'Ordre national «Étoile de la Roumanie». Plusieurs autres personnalités, dont **Bruno Fuchs**, ont été nommées dans l'Ordre national «Service loyal».

Dans le cadre des célébrations de la Journée de la Francophonie et de la langue française, la section française a visité la Cité internationale de la langue française, lieu de patrimoine qui accueillera le XIX<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie. Ils ont effectué une visite guidée avec Paul Rondin et Xavier Bailly.

Enfin, la section belge a décerné son *Prix pour la démocratie et les droits de l'Homme* — Roger-Dehaybe du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles à la Fédération internationale des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active. L'occasion de mettre en lumière une des priorités de l'APF et de la Francophonie : un accès pour tous à l'éducation de qualité.



▲ Marie-France Lalonde à l'occasion de la Journée du 20 mars

# CONFÉRENCE MONDIALE DES JEUNES PARLEMENTAIRES

YVES MOUNDELE NGOLLO (CONGO)

Le Premier Vice-président du Réseau des jeunes parlementaires (RJP) de l'APF, **Yves Moundele Ngollo** (Congo), a participé à la 10<sup>e</sup> Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est tenue à Erevan (Arménie) du 12 au 14 septembre 2024. Ce rendez-vous avait pour thème «Éviter les générations perdues : préserver en toute circonstance l'éducation et l'emploi». Il s'agissait d'identifier les solutions de nature à garantir un accès continu à l'éducation et aux possibilités d'emploi pour tous les jeunes.

**Ngollo Ehourossia** a notamment cité le programme jeunesse phare de l'APF, le Parlement francophone des jeunes (PFJ), qui, depuis plus de 20 ans, a permis à près de 1 000 jeunes francophones âgés de 18 à 25 ans de participer à une simulation parlementaire grandeur nature. Cette année, en juillet, les membres du PFJ ont notamment adopté une résolution sur la lutte contre la précarité parmi les jeunes, également soutenue par les parlementaires francophones.

Yves Moundele Ngollo, ►  
Erevan (Arménie)





# RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES

CHANTAL SOUCY (QUÉBEC)

En amont de la Séance plénière de la 49<sup>e</sup> Session, le Réseau des femmes parlementaires de l'APF s'est réuni le 6 juillet 2024 sous la présidence de **Chantal Soucy** (Québec). Cette rencontre a rassemblé plus de 60 parlementaires représentant plus de 40 sections de l'APF.

Trois projets de rapports ont été examinés au cours de la réunion.

Le premier, porté par la Présidente du Réseau, concerne la protection des femmes et des filles dans les conflits armés, plus précisément contre les violences sexuelles que subissent ces dernières. À ce sujet, les membres du Réseau ont pu entendre **Sarah-Michèle Vincent-Wright**, doctorante en droit de l'Université de Montréal, qui a présenté les outils juridiques de protection des droits des personnes pendant et après les conflits.

Le deuxième rapport, porté par **Marie-France Lalonde** (Canada), est relatif aux droits patrimoniaux des femmes. Les membres du Réseau ont entendu l'exposé d'**Yves-Henri Leleu**, doyen de la Faculté de Droit, de Science politique et de criminologie. Ce dernier a notamment présenté le degré de protection des femmes qui existe en fonction du statut



matrimonial choisi. Dans la constitution de leur patrimoine, les femmes sont souvent défavorisées en raisons des inégalités dans la constitution de capital à travail comparable (rémunéré ou non), aux transferts involontaires de patrimoine et constitutions inégales d'épargne et aux préjudices de carrière liés à la vie commune.

Le troisième rapport, porté par **Lucille Collard** (Ontario), est relatif aux mesures règlementaires et législatives pour lutter contre la traite des personnes dans l'espace francophone.

Le rapport proposera notamment de favoriser la formation et la sensibilisation des forces de l'ordre et des personnes susceptibles de pouvoir collaborer de près ou de loin dans la lutte contre la traite des personnes ainsi que de contribuer efficacement au processus de rétablissement des personnes survivantes, notamment en leur proposant une aide psychologique et matérielle.

Les membres du Réseau ont ensuite adopté le nouveau corpus législatif relatif à la budgétisation sensible au genre (BSG). Ce corpus a été élaboré par **Isabelle Gueguen** et **Claudy Vouhé**, expertes en BSG. Ce dernier a pour objectif de répertorier et d'analyser les différentes expériences législatives disponibles en la matière dans l'espace francophone ainsi que les travaux déjà effectués dans le cadre des instances de l'APF. Ce corpus aura pour vocation de servir de guide technico-juridique aux parlements membres afin qu'ils légifèrent à leur tour en matière de BSG. À l'avenir, des séminaires et des formations seront organisés afin de présenter la BSG aux parlementaires de l'APF.

La Présidente de l'Assemblée nationale du Québec, **Nathalie Roy**, a présenté le suivi des engagements internationaux en matière d'égalité des genres et de droits des femmes. Le Réseau a ensuite procédé à un tour de table afin que les membres de chacune de section puissent présenter les récentes avancées en faveur des femmes effectuées dans leur pays.

Elsa Schalck  
et Francis Drouin,  
Montréal (Canada)

## RÉSEAU DES JEUNES PARLEMENTAIRES

ELSA SCHALCK (FRANCE)

En marge de la 49<sup>e</sup> Session, le Réseau des jeunes parlementaires s'est réuni à Montréal le 7 juillet 2024. Sous la présidence d'**Elsa Schalck** (sénatrice, France), les membres du Réseau ont adopté l'ordre du jour puis ont écouté le Président **Francis Drouin**, ancien membre de cette instance, venu partager ses réflexions sur la jeunesse francophone à la veille de la fin de sa présidence.



Un atelier de formation a ensuite été organisé par le Réseau francophone d'éthique et de déontologie parlementaires sur le thème « Développer ses réflexes éthiques et déontologiques ». Cet atelier, animé par **Jean-Éric Gicquel**, déontologue de l'Assemblée nationale française, et **Lyne Robinson-Dalpé**, directrice conseils et conformité au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique du Canada, visait à renforcer les compétences éthiques et déontologiques des participants. Les discussions et exercices pratiques ont permis aux membres de développer une meilleure compréhension des enjeux éthiques et de la manière de les aborder dans leur travail parlementaire.

En outre, les projets de rapport en cours ont été présentés. **Elsa Schalck** a présenté un projet de questionnaire sur l'accès à la parentalité, destiné à évaluer les besoins et les défis liés à l'accompagnement de la parentalité des jeunes parlementaires. Une discussion interactive a suivi cette présentation, permettant aux participants de partager leurs expériences et suggestions sur la thématique.

**Madwa-Nika Cadet** (Québec) a ensuite présenté un projet de rapport sur l'employabilité et la jeunesse. Ce rapport axé sur les défis et les perspectives concernant l'employabilité des jeunes dans la Francophonie a été enrichi par l'audition d'un représentant d'un organisme de jeunesse québécois, qui a partagé ses perspectives et initiatives pour améliorer l'employabilité des jeunes.

**Mme Cadet** a également présenté le projet d'Avis de l'APF sur le thème « Améliorer la mobilité citoyenne pour promouvoir la création, l'innovation et l'entrepreneuriat dans la Francophonie ». Ce projet visait à promouvoir la mobilité citoyenne comme levier de création, d'innovation et d'entrepreneuriat dans l'espace francophone au XXI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie.

## 10<sup>E</sup> ÉDITION DU PARLEMENT FRANCOPHONE DES JEUNES

FRANCIS DROUIN (CANADA)



En parallèle de la 49<sup>e</sup> Session, s'est tenue la 10<sup>e</sup> édition du Parlement francophone des jeunes (PFJ).

Grâce au soutien de l'OIF, 80 jeunes, âgés de 18 à 25 ans et représentant 41 sections de l'APF, ont participé à cette édition qui célébrait le vingtième anniversaire du PFJ. Les jeunes délégués ont assisté à la cérémonie solennelle d'ouverture présidée par le Président de l'APF, **Francis Drouin**. Le Président de la Chambre des communes du Canada, **Greg Fergus**, présent pour l'occasion, a exprimé sa grande fierté de voir le PFJ se réunir à Montréal. **Quentin Haas**, ancien délégué au PFJ 2013 et désormais député du Jura, a également invité les jeunes à tirer profit de cette expérience pour sortir de leur zone de confort et en apprendre davantage sur eux-mêmes.

▲ Francis Drouin,  
Montréal (Canada)



Les participants ont ensuite été répartis en quatre commissions, calquées sur le modèle de celles de l'APF. Après avoir élu les Bureaux de Commissions, ils ont commencé l'élaboration de leurs résolutions sur des thèmes tels que : la lutte contre la précarité parmi la jeunesse; la promotion des usages officiels et populaires de la langue française au XXI<sup>e</sup> siècle; l'encadrement de l'activité des influenceurs; l'engagement civique des jeunes dans la vie réelle plutôt que sur les réseaux sociaux.

Pendant leurs travaux, les délégués ont bénéficié de l'expertise d'**Anne-Cécile Caseau**, **Mamadou Coulibaly**, **Alioune Dramé** et **Israël Guébo**. De plus, **Alexandre Awassi** (Gabon), **Madwa-Nika Cadet** (Québec), **Quentin Haas** (Jura) et **Yves Moundele Ngollo** (Congo), tous membres du Réseau des jeunes parlementaires, ont échangé avec les jeunes en commission pour leur offrir une perspective parlementaire sur les sujets discutés.

Une fois les projets de résolutions finalisés, les rapporteurs de chaque commission ont présenté les textes en plénière, en présence du Président de l'APF, **Francis Drouin**, et de la Première Vice-présidente du Réseau des jeunes parlementaires, **Elsa Schalck**. **Layina Oudrhiri**, première porte-parole élue du PFJ en 2001, était également présente pour célébrer ce vingtième anniversaire.

Chaque résolution adoptée a ensuite été présentée dans sa « Commission mère » de l'APF.

Enfin, les participants au PFJ avaient élu les deux porte-parole désignés qui les ont représentés au Sommet de la Francophonie, tenu à Villers-Cotterêts et Paris les 4 et 5 octobre 2024. À l'issue d'un scrutin serré, **Nene Mariam Kane** (Sénégal) et **Corentin Melchior** (Belgique) avaient été choisis comme porte-parole du 10<sup>e</sup> PFJ.

◀ *Nene Mariam Kane et Corentin Melchior, porte-parole du 10<sup>e</sup> PFJ*

# 4<sup>E</sup> SEMAINE MONDIALE DE LA FRANCOPHONIE SCIENTIFIQUE

TOULOUSE (FRANCE)

La 4<sup>e</sup> Semaine mondiale de la Francophonie scientifique organisée par l'AUF s'est ouverte lundi à Toulouse par un débat sur la thématique « Jeunesse et Francophonie, vers une convergence des stratégies et une synergie des actions », introduit par le Recteur **Slim Khalbous**.

**Damien Cesselin**, Secrétaire général de l'APF, y a présenté les grandes priorités des parlementaires francophones en faveur de l'émancipation de la jeunesse : le Réseau des jeunes parlementaires, constitué des élus de moins de 40 ans des 95 sections de l'APF, à qui est notamment confié le plaidoyer de l'institution en faveur de la mobilité circulaire des citoyens; le Parlement francophone des jeunes, exercice de simulation parlementaire destiné à des jeunes de 18 à 25 ans représentatifs des sociétés civiles; les séminaires de renforcement des capacités à destination des parlementaires et des fonctionnaires parlementaires pour développer des politiques jeunesse dans leurs pays.

Le Congrès de la jeunesse estudiantine francophone réunissait parallèlement à Toulouse plusieurs dizaines de Clubs leaders étudiants francophones (CLÉFS) durant toute cette semaine. L'AUF a associé à ce grand événement les deux porte-parole du PFJ, **Néné Mariam Kane** et **Corentin Melchior**, ainsi que trois autres alumni du PFJ, **Alexsander Marques Oliveira**, **Sandra Mazzoni** et **Stevens Montissol**.

En promouvant l'engagement personnel et le mérite académique et civique, les CLÉFS, tout comme les PFJ, sont de nature à susciter confiance envers les institutions démocratiques et espoir pour l'avenir.



▲ Les porte-parole du 10<sup>e</sup> PFJ (4<sup>e</sup> Semaine mondiale de la Francophonie scientifique)

# SYMPOSIUM SUR LA MOBILITÉ CITOYENNE DANS L'ESPACE FRANCOPHONE

PARIS (FRANCE)

Lors du XIX<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, les membres de l'APF ont réaffirmé leur volonté de faire de la Francophonie un espace de mobilité plus intégré. Constatant les nombreux obstacles à la circulation des personnes et des idées, ils ont exprimé leur intention de mener un plaidoyer ambitieux à court et moyen terme.

Une après-midi de discussions, autour de l'Avis de l'APF sur la mobilité citoyenne francophone, a permis d'explorer ce thème à travers un symposium grand public intitulé : « Faciliter la mobilité citoyenne pour promouvoir la création, l'innovation et l'entrepreneuriat dans la Francophonie ». Cet événement a créé un pont entre les recommandations de l'Avis de l'APF et les attentes de la jeunesse, de la société civile, du monde universitaire et des entrepreneurs.

Trois tables rondes ont structuré les échanges autour des volets essentiels de la mobilité citoyenne :

- mobilité économique et numérique : circulation des entrepreneurs, chercheurs, innovateurs et employés;
- mobilité culturelle et sportive : circulation des créateurs d'art, de savoir et de performances;
- mobilité de l'avenir : circulation des étudiants, stagiaires, apprentis et jeunes volontaires.

Douze intervenants, accompagnés de trois modérateurs, ont nourri les débats, précédés par les témoignages inspirants de trois figures majeures de la mobilité francophone. Environ 200 spectateurs ont assisté à cet événement, retransmis en direct et disponible en replay sur YouTube, contribuant à une réflexion collective pour une Francophonie résolument tournée vers l'avenir.



# 7<sup>E</sup> ÉDITION DE L'ATELIER LEADERSHIP

CHANTAL SOUCY (QUÉBEC)



La 7<sup>e</sup> édition de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones s'est tenue du 25 au 29 novembre à la Délégation de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Paris. Initiée par l'Assemblée nationale du Québec en partenariat avec l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), cette formation a bénéficié du soutien financier d'Affaires mondiales Canada, de l'APF, de l'Organisation internationale de la Francophonie et du gouvernement du Québec.

Des participantes représentant 17 Parlements, parmi lesquels l'Albanie, le Gabon, le Maroc, et la Tunisie, ont pris part à cet atelier inédit. Ce programme est conçu pour renforcer les compétences en leadership, encourager la montée en responsabilité des femmes parlementaires et les préparer à défendre efficacement les droits des femmes.

Ce programme intensif de 35 heures combine approches théoriques, exercices pratiques et séances d'accompagnement. Les thématiques abordées incluaient le leadership transformationnel, l'intelligence émotionnelle, la prise de parole en public et les droits des femmes en matière de droit de la famille.

Depuis 2017, cet atelier unique comble un manque de formation multilatérale en français. Il promeut une plus grande représentativité féminine dans les parlements, qui restent dominés à 74 % par des hommes, et témoigne d'un engagement fort en faveur de l'égalité et du progrès au sein de la Francophonie.

AXE 4

# CONSOLIDER LES FONDAMENTAUX CARACTÉRISTIQUES DE L'APF

FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES  
LE PARLEMENT

Rudy Demotte





# BUREAU DE BRUXELLES

FRANCIS DROUIN (CANADA)

À l'invitation du Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, **Rudy Demotte**, le Bureau de l'APF s'est réuni à Bruxelles les 26 et 27 janvier 2024.



Après avoir auditionné l'Administratrice de l'OIF, **Caroline St-Hilaire**, pour la première fois depuis le début de son mandat, les parlementaires ont entendu le Délégué général, **Bruno Fuchs**, présenter le rapport d'activité 2023 de l'institution. Il est notamment revenu sur quelques chiffres clés de l'action de l'APF : 300 parlementaires bénéficiaires d'actions de coopération, 150 fonctionnaires formés et 17 pays concernés par des missions parlementaires pour cette année.

Le Président de la Commission politique, **Christophe-André Frassa**, a présenté le rapport sur les situations politiques, effectuant un large tour d'horizon des pays dans lesquels des crises ou des événements majeurs ont eu lieu en 2023.

Par la suite, le Trésorier de l'APF, **Mars Di Bartolomeo**, a dévoilé le projet de budget 2024 de l'institution. Ce nouveau budget adopté engage des moyens de nature à déployer des actions de diplomatie parlementaire et à muscler la coopération politique dans l'espace francophone.

En outre, l'APF a officiellement lancé sa première boîte à outils pour accélérer l'adoption de lois climat dans ses parlements membres. Cette ressource offre des solutions pratiques pour légiférer en faveur de l'environnement.

Le Bureau a également enregistré la demande de changement de statut du Parlement d'Andorre et les demandes d'adhésion des Parlements de l'Angola, de Chypre et de Pondichéry. Comme l'exigent les Statuts, ces dossiers ont été instruits par la Commission politique lors de la réunion du mois de mai.

Enfin, **Pascal Petry**, Administrateur général adjoint de la sûreté de l'État belge, et **Alexandre Vautravers**, historien et officier de réserve suisse, ont partagé leur expertise sur le thème du débat général : « Résister aux ingérences hostiles dans les démocraties francophones ».

# CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉGION EUROPE

JEAN-CHARLES LUPERTO (BELGIQUE/WALLONIE-BRUXELLES)

La Conférence des présidents des sections de la Région Europe de l'APF s'est réunie en Moldavie, les 19 et 20 mars 2024, à l'invitation de la section moldave de l'APF.

Elle a rassemblé quinze sections, sous la présidence du Délégué régional Europe, **Jean-Charles Luperto** (Belgique/Wallonie-Bruxelles). Dans son discours inaugural, celui-ci a insisté sur le caractère exceptionnel de l'année 2024, au cours de laquelle plus de la moitié de la population mondiale est invitée à se rendre aux urnes.

La Vice-présidente du Parlement de Moldavie, **Doina Gherman**, et le Premier ministre du pays, **Dorin Recean**, étaient présents à la cérémonie d'ouverture. Ce dernier a affirmé que la Francophonie constitue un pont entre les cultures et les peuples et incarne le respect mutuel entre ses membres ainsi que des engagements en faveur de la paix, du développement et de la promotion de la culture française.

M. Recean a relayé les craintes de ses compatriotes face à la guerre à leurs frontières et aux attaques hybrides – mêlant désinformation, propagande et contestations – qu'ils subissent. Pour rappel, depuis plus de trente ans, des troupes russes occupent illégalement la Transnistrie, territoire oriental de la Moldavie, à la frontière de l'Ukraine.

Conférence des Présidents  
de la Région Europe  
en Moldavie





**Marcela Adam**, Présidente de la section moldave, a tenu à valoriser les actions en faveur de la Francophonie menées par l'APF ainsi que par les universités et les institutions d'enseignement en français. C'est notamment grâce à l'Alliance française et à l'AUF que de nombreux écoliers, collégiens, lycéens et étudiants peuvent se former en français.

Parmi les experts invités à s'exprimer devant les Présidents, **Jean-Michel De Waele**, professeur de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles, a traité des effets de la guerre en Ukraine sur les pays limitrophes, **Aneta Gonta**, Vice-présidente du Conseil de l'audiovisuel de Moldavie, a expliqué la puissance d'une guerre invisible et **Vincent Couronne**, docteur en droit public, s'est exprimé sur la manière dont l'Union européenne doit réagir aux ingérences étrangères.

Les trois experts ont démontré que la diplomatie parlementaire méritait davantage de reconnaissance et que les ingérences étrangères prenaient des formes multiples de nos jours, notamment en matière de désinformation et de propagande. Un échange de vues avec les présidents de section a suivi les trois exposés.

Au cours de la deuxième journée, les participants ont visité les sièges de l'Alliance française et de l'Agence universitaire de la Francophonie. Plusieurs étudiants ont ainsi pu partager leurs expériences dans des universités francophones françaises, belges ou roumaines.

# COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

À l'invitation de **Sorin Mihai Cimpeanu**, Vice-président du Sénat roumain et Président de la section roumaine de l'APF, la Commission de l'éducation, de la culture et de la communication (CECC) s'est réunie à Bucarest les 3 et 4 avril 2024.

Les travaux, présidés par **Laurent Wehrli** (Suisse), ont abordé en priorité des sujets liés à l'éducation : l'inclusion scolaire, la désinformation et l'éducation aux médias ainsi que la transformation numérique. Les intervenants ont partagé leurs expertises sur ces questions cruciales, offrant ainsi des pistes de réflexion pour favoriser l'éducation et le développement dans l'espace francophone. La réunion a permis des échanges constructifs et des discussions approfondies, mettant en lumière l'importance de la coopération internationale dans ces domaines.

Les auditions ont également permis d'explorer les enjeux spécifiques rencontrés par la Roumanie en matière d'éducation et de promotion de la langue française. Des représentants roumains ont partagé leurs perspectives sur des sujets tels que la politique éducative, la citoyenneté démocratique et l'apprentissage de la langue française dans le pays. Leurs interventions ont offert un éclairage précieux sur les défis et les possibilités auxquels la Roumanie est confrontée dans ces domaines, enrichissant ainsi les discussions et contribuant à une compréhension plus approfondie des enjeux éducatifs dans l'espace francophone.



## SOUS-COMMISSION « RÉSEAU PARLEMENTAIRE DE LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES »

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

À l'issue de la réunion de la CECC, la sous-commission s'est réunie le 5 avril à Bucarest. Comme chaque année, les parlementaires ont auditionné des représentants du ministère de la Santé de la section hôte, du Fonds mondial et d'ONUSIDA.

L'échange de points de vues, d'expériences et de bonnes pratiques permet de renforcer la collaboration entre parlementaires.

# COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

MOHAMMED REDA LAHMINE (MAROC)

Sous la présidence de **Mohammed Réda Lahmini**, Vice-président de la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales, la Commission s'est réunie à Luang Prabang, au Laos, du 9 au 11 avril 2024. Toutes les régions de l'APF étaient représentées. Le thème principal de cette réunion était consacré à l'agroécologie. Un projet de rapport sur la protection et la préservation de la diversité biologique a été porté à la réflexion des parlementaires de l'APF.

La Commission a examiné le rapport sur le suivi des négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a débattu sur ses travaux futurs notamment l'entrepreneuriat des femmes pour leur autonomisation économique, l'économie circulaire et l'éradication des déchets plastiques.

Les membres de la Commission ont également pris note des interventions de **François-Xavier Duporge**, directeur pays de l'AFD pour le Laos et le Myanmar, et de deux experts de la FAO, **Boris Gandon**, spécialiste des partenariats pour les alliances parlementaires, et **Pierre Ferrand**, représentant la division de la production et de la protection des végétaux de la FAO.

Le Secrétaire général de l'APF, **Damien Cesselin**, a communiqué à propos de la diffusion du corpus législatif sur les politiques climatiques et sur le projet d'avis de l'APF qui sera présenté au prochain Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie, dont le thème sera «Améliorer la mobilité citoyenne dans la Francophonie pour promouvoir la création, l'innovation et l'entrepreneuriat».



# COMMISSION POLITIQUE

CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA (FRANCE)

À l'invitation de **Gilles Baum**, Président délégué de la section luxembourgeoise de l'APF, la Commission politique de l'APF s'est tenue à Luxembourg les 29 et 30 avril derniers, sous la présidence de **Christophe-André Frassa**.

Cette réunion a été précédée par la dernière réunion du Groupe de travail sur la révision statutaire, qui a clos une séquence de plusieurs années de travail visant à réformer les documents-cadres de l'institution, notamment ses Mécanismes de vigilance démocratique.

La rencontre a rassemblé une cinquantaine de participants venant d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. L'ouverture des débats de la Commission s'est déroulée en présence de présidents de Parlement, dont **Claude Wiseler**, Président de la Chambre des députés du Luxembourg, de députés luxembourgeois, ainsi que de représentants de l'OIF.

Durant cette réunion, les membres de la Commission politique ont passé en revue les situations politiques dans l'espace francophone. **Désiré Nyaruhirira**, Conseiller spécial de la Secrétaire générale de la Francophonie, a participé aux discussions en mettant en lumière l'engagement de l'OIF dans les différents pays mentionnés. En outre, cette séquence a permis d'entendre, pour la première fois de l'histoire de la Commission politique, les représentants des sections actuellement suspendues à l'APF, afin d'informer les membres de l'évolution des transitions politiques dans leur État. Les parlementaires ont pu échanger avec deux chercheurs, **Abdou Karim Saidou** et **Gilles Yabi**, sur les modèles de gouvernance et les enjeux sécuritaires en Afrique, pour une compréhension approfondie des transitions politiques dans l'espace francophone. Enfin, une résolution a été adoptée sur la situation en République démocratique du Congo.

# LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LES STATUTS DEVIENT LE COMITÉ DE VIGILANCE DÉMOCRATIQUE

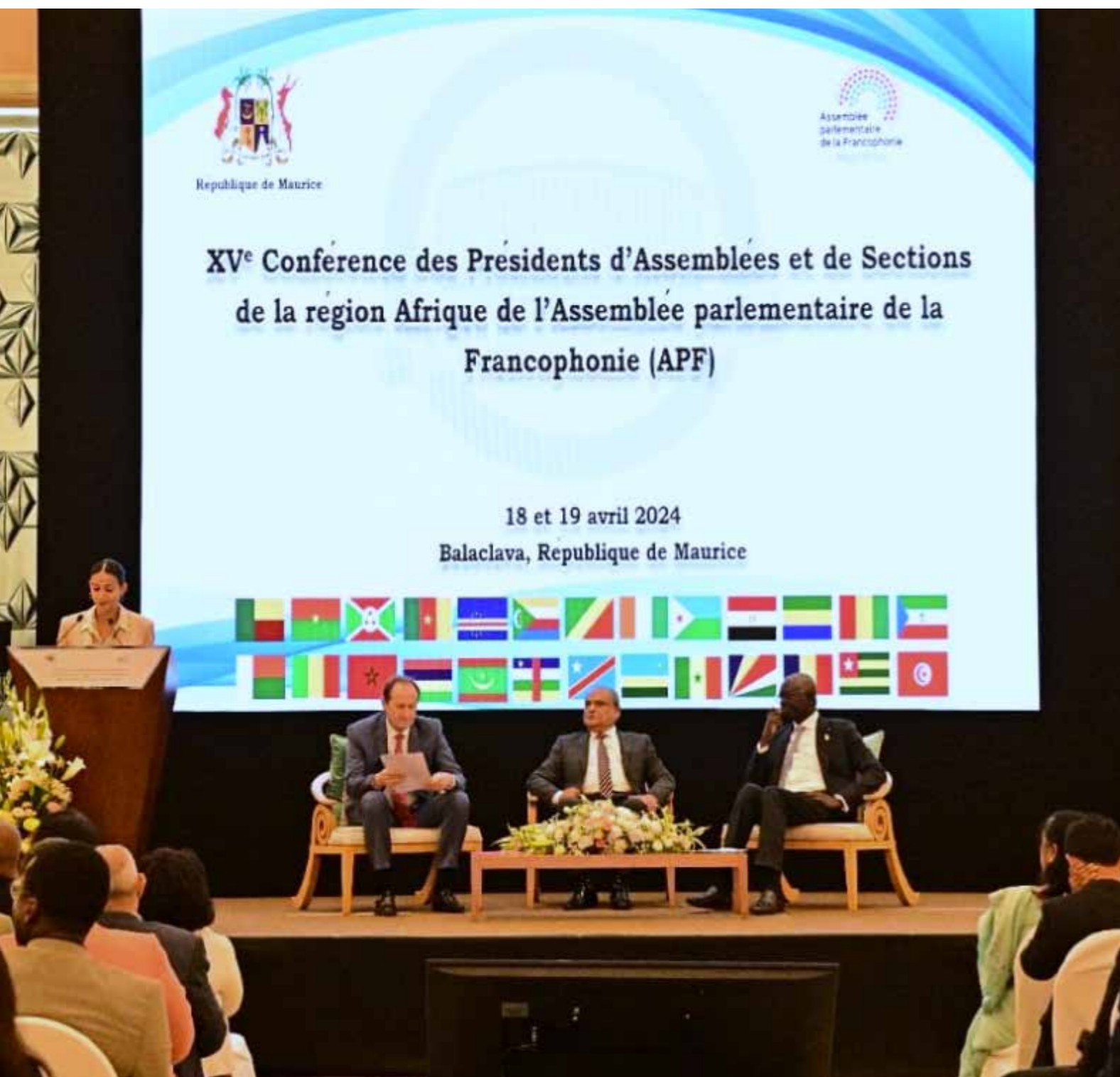
CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA

À l'issue de la réunion du Groupe de travail à Luxembourg et de la fin de la révision des textes de référence de l'institution, cette instance, créée en 2020 par le Bureau réuni à Dakar, devient le Comité de vigilance démocratique. Il est chargé de statuer sur les crises politiques dans l'espace francophone.



# LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉGION AFRIQUE

AMADOU MAME DIOP (SÉNÉGAL)



La 15<sup>e</sup> Conférence des présidents d'Assemblée et de section de la région Afrique de l'APF s'est tenue à Balaclava, Maurice, les 18 et 19 avril 2024. Des délégations parlementaires de 12 pays africains ont participé à cet événement. La cérémonie d'ouverture a inclus des discours d'**Amadou Mame Diop**, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal, **Bruno Fuchs**, député français et Délégué général de l'APF, et **Sooroojdev Phokeer**, Président de l'Assemblée nationale de Maurice.

Ils ont souligné l'importance de cette rencontre pour renforcer la Francophonie parlementaire et ont salué l'engagement des pays africains. Les travaux de la conférence ont abordé plusieurs points : le rapport d'activités de l'APF en Afrique; les situations politiques et sociales dans les pays francophones africains; la définition des thèmes pour la 30<sup>e</sup> Assemblée régionale Afrique; le fonctionnement de l'APF. Les thèmes adoptés pour la prochaine Assemblée suivante sont : «le recours au dialogue politique et le fonctionnement des institutions étatiques»; «la diplomatie parlementaire : quelle utilité pour l'Afrique francophone?»

## LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉGION AMÉRIQUE

VISIOCONFÉRENCE

Les membres ont entendu le rapport d'activité du Délégué régional Amérique de septembre 2023 à mars 2024, dont sa participation à la COPA, qui a permis de présenter l'APF aux représentants des parlements d'Amérique latine et de renforcer les liens avec le Mexique et l'OIF. Ils ont félicité la Louisiane pour l'organisation de la dernière Assemblée régionale Amérique. Enfin, ils ont présenté les programmes de la Session de Montréal et de la prochaine Assemblée régionale Amérique en août en Ontario.

▲ La Conférence des Présidents  
de la Région Afrique à Maurice

# 30<sup>E</sup> ASSEMBLÉE RÉGIONALE AFRIQUE

LOUIS VLAVONOU (BÉNIN)



La 30<sup>e</sup> Assemblée régionale Afrique s'est tenue à Yaoundé, Cameroun, les 28 et 29 mai 2024. Des délégations de parlementaires de 16 pays africains, ainsi que de la Région Europe de l'APF et du Parlement panafricain, y ont participé. En présence du Président de l'APF, **Francis Drouin**, la cérémonie d'ouverture a été marquée par des interventions de plusieurs personnalités : **Hilarion Etong**, Premier Vice-président de l'Assemblée nationale du Cameroun, a souligné l'engagement du Cameroun envers la Francophonie; **Bruno Fuchs** a mis en avant le rôle crucial du Cameroun dans la Francophonie en raison de sa diversité culturelle et linguistique; **Sooroojdev Phokeer**, Président de l'Assemblée nationale de Maurice, a salué l'organisation de l'événement et la mobilisation des sections.

Les travaux de l'Assemblée ont couvert plusieurs points clés : le rapport d'activités de la région Afrique, les situations politiques dans l'espace francophone africain, et les aspects du fonctionnement de l'APF. **Jean-Charles Luperto**, Délégué régional Europe, a présenté les activités de la région Europe. Le débat général a notamment porté sur le dialogue politique, sur le renforcement des institutions étatiques, ainsi que sur l'utilité de la diplomatie parlementaire pour l'Afrique francophone.

La situation politique et sociale dans les pays en transition a été examinée, avec des recommandations pour renforcer le dialogue constructif et la solidarité. L'Assemblée a aussi décidé de poursuivre sa réflexion sur les révisions du Règlement de la Région Afrique. Enfin, à l'unanimité, **Hilarion Etong** a été élu Premier Vice-président de l'APF.



# FOCUS SUR LES SÉMINAIRES DE DÉPLOIEMENT DU CORPUS LÉGISLATIF RELATIF AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

HILARION ETONG (CAMEROUN)

Faisant suite à l'adoption du corpus législatif sur les changements climatiques lors du Bureau de Bruxelles, en janvier, l'APF a procédé à la mise en œuvre du déploiement de ce kit législatif, élaboré en vue d'accompagner les parlements dans l'élaboration et l'application d'une loi climat, en organisant trois séminaires à destination d'élus issus de 13 parlements. Ces séminaires ont été conçus et dirigés par **Stéphanie Reiche-de Vigan**, experte-consultante auprès de l'APF, auteur du corpus législatif.

Le premier séminaire s'est déroulé les 26 et 27 août à Malabo (Guinée équatoriale). Parmi les participants, figuraient des parlementaires des six pays du Bassin du Congo (Cameroun, Centrafrique, Congo, République démocratique du Congo, Gabon et Guinée équatoriale).

Ce séminaire, qui s'est tenu en présence d'**Hilarion Etong**, Président de l'APF nouvellement élu, a réuni plus de 70 participants autour de quatre temps forts :

- des tables rondes de partage d'expériences, réunissant des parlementaires d'autres pays francophones, avec les interventions de la sénatrice canadienne **Rosa Calvez** et du député béninois **Jérémie Adomahou**, sur les bonnes pratiques et les écueils à éviter;
- des tables rondes avec des experts nationaux (universitaires, directeurs de l'environnement points focaux climat) sur les enjeux climatiques spécifiques à la Guinée équatoriale et les



autres pays de la région. **Foued El Ayni**, spécialiste de programme à la Représentation extérieure de l'OIF en Afrique centrale, a présenté le Programme P19 de soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo;

- des modules de renforcement des capacités sur les thèmes clés de la législation climatique : élaboration d'un cadre législatif robuste, renforcement du cadre institutionnel et de la gouvernance climatique, contrôle de l'action gouvernementale, financement de la politique climatique nationale;
- des ateliers d'intelligence collective pour permettre aux participants de commencer à concevoir en fin de séminaire une loi climat adaptée au contexte de leur pays.

Puis, les 23 et 24 septembre, un deuxième séminaire de déploiement du corpus législatif s'est tenu à l'Assemblée nationale des Seychelles. Organisé dans le cadre du partenariat entre l'APF et l'Association des Parlements des États membres de la Commission de l'océan Indien (AP COI), cet atelier a réuni une cinquantaine de participants venus des Parlements des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles.

▲  
*Hilarion Etong et  
Maria Teresa Efa Asangono,  
Présidente du Sénat de Guinée  
équatoriale*



▲  
Cérémonie d'ouverture

À cette occasion, **Roger Mancienne**, Président de l'Assemblée nationale des Seychelles, **Adrien Charles Duval**, Président de l'Assemblée nationale de Maurice (en visioconférence), Président de l'AP COI, **Flavien Joubert**, ministre de l'agriculture, du changement climatique et de l'environnement des Seychelles, **Olivia Christmann**, ambassadrice de France aux Seychelles, **Damien Cesselin**, Secrétaire général de l'APF, et **Marc Maminiaina**, représentant le Secrétaire général de la COI, ont pris la parole pour rappeler l'urgence d'agir, particulièrement dans les États insulaires où les manifestations du changement climatique sont de plus en plus visibles. Ils ont tous insisté sur le rôle pivot des Parlements dans la lutte contre ces dérèglements climatiques.

À noter la participation active de trois Présidents d'Assemblée durant tout le séminaire. En effet, **Abdou Moustadroine**, Président de l'Assemblée nationale des Comores, et **Justin Tokely**, Président de l'Assemblée nationale de Madagascar, étaient présents aux côtés de leur homologue seychellois.

Enfin, le troisième séminaire régional de coopération interparlementaire sur les changements climatiques a été organisé à Nouakchott (Mauritanie). Les 15 et 16 octobre, une quarantaine de participants, dont des maires et des représentants de ministères de l'environnement en provenance

du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de Mauritanie et du Togo, ont pris part aux travaux qui se déroulaient dans une actualité climatique alarmante dans le Sahel, la région faisant face à des inondations dévastatrices depuis plusieurs mois.

Lors des cérémonies d'ouverture et de clôture, **Mohamed Bemba Ould Meguett**, Président de l'Assemblée nationale de la Mauritanie, **Assane Seibou**, député du Bénin, Vice-président de la Commission politique de l'APF, et **Sidney Sokhona**, Vice-président de l'Assemblée nationale de la Mauritanie, sont intervenus sur la nécessité d'une coopération à l'échelle sous-régionale et interparlementaire, et sur l'importance du soutien et de l'expertise apportés par l'APF à travers son corpus législatif.

Ces trois séminaires ont été organisés sous le haut patronage de **Laurent Fabius**, ancien Président de la 21<sup>e</sup> Conférence des parties sur le climat (CdP21) de 2015, qui a joué un rôle clé dans l'adoption de l'Accord de Paris. Dans un message vidéo, **M. Fabius** a rappelé les défis majeurs de la lutte contre les changements rencontrés dans chacune des régions où les séminaires étaient organisés et a souligné l'importance cruciale du rôle des Parlements dans la lutte contre les changements climatiques.

▼  
Délégations du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire en compagnie du Président de l'AN de Mauritanie



# OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE AU GABON

JEAN-FRANÇOIS NDONGOU (GABON)  
HILARION ETONG (CAMEROUN)

À l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire à Libreville, le 2 septembre 2024, **Jean-François Ndongou**, Président de l'Assemblée nationale de la Transition gabonaise, a invité **Hilarion Etong**, Président de l'APF, à prononcer un discours devant les parlementaires, les corps constitués gabonais et le corps diplomatique.

Le Président Etong a rappelé qu'à la suite des événements du 30 août 2023, deux missions de haut niveau de l'APF avaient été dépêchées au Gabon et que les autorités de l'institution s'étaient mises à la disposition des nouveaux dirigeants du pays pour les accompagner vers une sortie de crise. Il s'est félicité que les parlementaires de l'APF, réunis en Séance plénière à Montréal, aient placé la section gabonaise sous le nouveau régime de vigilance démocratique dit de « transition », qui permet de continuer de prendre part à la vie démocratique de l'APF, sans droit de vote cependant, et de bénéficier d'un accès privilégié aux actions de coopération.

Durant sa mission, M. Etong a rencontré le Vice-président de la transition, **Joseph Owondault Berre**; le Premier ministre de la transition, **Raymond Ndong Sima**; les Présidents des deux Chambres de la Transition, **Paulette Missambo** et **Jean-François Ndongou**; le Président de la Cour constitutionnelle de Transition, **Dieudonné Aba'a Owono**; des représentants du corps diplomatique. Ces rencontres ont permis au Président de l'APF d'encourager les autorités à respecter les engagements pris pour un retour à un ordre institutionnel démocratique. M. Etong a également réaffirmé sa disponibilité à soutenir ce processus par des médiations diplomatiques et des actions de coopération juridique et technique.

Hilarion Etong  
et Jean-François Ndongou



# XIX<sup>E</sup> SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

HILARION ETONG (CAMEROUN)

BRUNO FUCHS (FRANCE)

AMÉLIA LAKRAFI (FRANCE)



Les 4 et 5 octobre 2024, **Hilarion Etong**, Président de l'APF, a participé au XIX<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, à Villers-Cotterêts et Paris, accompagné du Délégué général **Bruno Fuchs** et de la Vice-présidente **Amélia Lakrafi**, l'événement était précédé, la veille, par la conférence ministérielle de la Francophonie.

Devant les chefs d'État et de gouvernement réunis au Grand Palais pour la séance de travail du Sommet, il a présenté l'Avis de l'APF sur la mobilité circulaire des citoyens dans l'espace francophone, sujet essentiel en lien avec le thème central du Sommet : «Créer, innover, entreprendre en français».

Cet avis a résonné avec les aspirations du Sommet, qui visait à promouvoir une Francophonie dynamique, de nature à mobiliser la jeunesse.

En marge de cet événement, le Président Etong s'est entretenu avec de nombreuses personnalités francophones afin de consolider le rôle de la diplomatie parlementaire dans l'écosystème francophone et d'explorer les pistes d'approfondissement de synergies déjà en place.

Ainsi M. Etong a-t-il été reçu par le Secrétaire d'État français chargé de la Francophonie et des partenariats internationaux, **Thani Mohamed Soilihi**. Ce dernier a salué l'intensification du travail de diplomatie parlementaire engagé par l'APF depuis près de deux ans, notamment en Afrique francophone.

M. Etong s'est en outre entretenu avec des représentants des exécutifs de l'Angola, du Cameroun, de la République démocratique du Congo, de l'Égypte, du Rwanda, du Land de la Sarre, du Sénégal, des Seychelles et de la Thaïlande, afin d'évoquer les pistes prochaines de coopération avec les chambres législatives de ces pays et territoires.



◀ Amélia Lakrafi et Louis Sylvestre Radegonde, ministre du tourisme et de l'environnement des Seychelles

En marge du Sommet, le Président Etong a reçu dans les locaux du Secrétariat général de l'APF des dirigeants de sections adhérentes, afin de faire le point sur les prochaines échéances de l'institution. Dans ce cadre, il a notamment rencontré **Benoit Dispa**, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, **Loïc Hervé**, Vice-président du Sénat français, **K. Lakshminarayanan**, ministre et député à l'Assemblée législative de Pondichéry, et **Sokhonn Prak**, Premier Vice-président du Sénat du Cambodge.

Il a également rencontré des acteurs essentiels de la Francophonie institutionnelle, notamment **Vijayen Valaydon**, Président du Groupe des ambassadeurs francophones en France, ambassadeur de Maurice en France, **Sorin Cîmpeanu**, Président de l'AUF, et **Anne Hidalgo**, Maire de Paris, Présidente de l'Association internationale des maires francophones (AIMF).

En parallèle, **Nene Mariam Kane** et **Corentin Melchior**, les deux porte-parole du Parlement francophone des jeunes, ont pris part à des activités parallèles au Sommet.

Le 2 octobre, Corentin Melchior a participé à la Bibliothèque humaine, événement organisé à la Gaité Lyrique par France Volontaires. À cette occasion, il a présenté au public son expérience du PFJ et a expliqué son engagement citoyen.

Le lendemain, Mariam Kane a pris part au symposium sur la mobilité citoyenne francophone organisé par l'APF, en participant à la table-ronde consacrée à la circulation des étudiants et de jeunes professionnels. Mme Kane a notamment partagé les difficultés rencontrées pour obtenir son visa pour le Canada.

Le 4 octobre, lors de la cérémonie inaugurale du XIX<sup>e</sup> Sommet, les deux porte-parole sont intervenus sur le plateau de TV5 Monde pour commenter la séquence en direct.

Enfin, dans le Village de la Francophonie, ils ont enregistré une palabre sur le thème «Nouvelles voix, nouveaux leaders: quand la nouvelle génération redessine la politique». M. Melchior et Mme Kane ont échangé avec **Madwa-Nika Cadet** sur la place de la jeunesse en politique et sa capacité à transformer le paysage politique.



◀ Madwa-Nika Cadet, Mariam Kane et Corentin Melchior (Village de la Francophonie)

# MISSION D'ACCOMPAGNEMENT À LA RÉORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES ET INFORMATIQUES

ASSEMBLÉE NATIONALE DE CENTRAFRIQUE

L'Assemblée nationale centrafricaine a sollicité l'appui de l'APF pour une mission d'accompagnement visant à réorganiser ses ressources humaines et informatiques, conformément aux recommandations d'une mission d'évaluation des besoins réalisée en avril 2023.

Grâce au soutien de l'Association des Secrétaires généraux des Parlements francophones (ASGPF), l'APF a mobilisé deux experts en ressources humaines et en informatique pour une mission du 16 au 19 septembre 2024, à Bangui, dont l'objectif était d'établir un premier diagnostic des services informatiques du Parlement centrafricain et proposer des pistes de réorganisation des ressources humaines.

Les deux consultants, **Aziz El Mouhib**, directeur de la communication et des systèmes d'information à la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc, et **Ababacar Safy Ngom**, directeur de l'électronique et de l'informatique à l'Assemblée nationale du Sénégal, ont pu réaliser un inventaire des infrastructures techniques (état des lieux du parc informatique, du réseau local et de l'équipement informatique) et analysé les documents de référence régissant le fonctionnement de l'Assemblée nationale.

Ils ont noté un engagement politique fort en faveur de la transformation numérique de l'institution, malgré des contraintes notables comme l'obsolescence des infrastructures, un manque d'outils numériques adaptés et des besoins significatifs en matière de formation du personnel.



▲  
Audience par M. Simplicie  
Mathieu Sarandji, Président  
de l'Assemblée nationale

Afin de remédier aux dysfonctionnements constatés, un plan de développement numérique a été proposé, prenant en compte les besoins spécifiques des différentes directions et services. Ce plan, élaboré dans un esprit de collaboration et de consensus, comprend des recommandations visant à :

- restructurer les services informatiques;
- améliorer l’infrastructure technologique;
- renforcer la sécurité numérique;
- mettre en œuvre des systèmes d’information modernes;
- accompagner ces initiatives par des mesures de soutien adaptées.

Il a été vivement recommandé que l’APF continue de soutenir et d’accompagner la modernisation de l’Assemblée nationale centrafricaine, en particulier à travers des initiatives de transformation numérique et de renforcement des capacités institutionnelles.

MM. El Mouhib et Ngom ont été reçus en audience par **Simplice Mathieu Sarandji**, Président de l’Assemblée nationale, qui a de nouveau exprimé sa volonté de moderniser l’institution et du nécessaire soutien de l’APF dans ce processus.

## PARTICIPATION DE L’APF À LA 5<sup>E</sup> CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE SUR LA RECHERCHE ET LA PRÉVENTION DU VIH/SIDA

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

**Laurent Wehrl**i, Président de la Commission de l’éducation, de la culture et de la communication, chargée des questions relatives aux politiques de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, a pris part à la 5<sup>e</sup> Conférence scientifique sur la recherche et la prévention du VIH/SIDA, organisée par l’International AIDS Society (IAS) à Lima, Pérou, du 6 au 10 octobre 2024.

## COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

MOHAMMED RÉDA LAHMINI (MAROC)

Sous la présidence de **Mohammed Réda Lahmini**, Vice-président de la Commission des affaires économiques, sociales et environnementales, cette dernière s’est réunie à Montréal, le 7 juillet 2024, à l’invitation de la section canadienne de l’APF. Un projet de résolution sur la protection et la préservation de la diversité biologique a été adopté.

La Commission a examiné le rapport sur le suivi des négociations commerciales internationales menées dans le cadre de l’Organisation mondiale du Commerce (OMC). Elle a également débattu sur les projets de rapport inscrits à l’ordre du jour : l’entrepreneuriat des femmes pour leur autonomisation économique, l’économie circulaire et l’éradication des déchets plastique.

Auparavant, un tour de table sur l’actualité économique, sociale et environnementale des pays francophones a été fait. Les membres de la Commission ont par la suite pris note des interventions de **Hervé Agbodjan Prince**, directeur de l’Observatoire de la Francophonie économique (OFE), et d’**Olivier Rukundo**, expert du Secrétariat de la convention sur la diversité biologique.

Les membres de la Commission ont par ailleurs souligné l’importance des séminaires d’accompagnement de mise en œuvre du corpus législatif sur les changements climatiques appelés à se dérouler durant les mois suivants en Afrique centrale, au Sahel et dans l’océan Indien.

# COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

Le 7 juillet, sous la présidence de **Laurent Wehrli**, divers sujets liés à la Francophonie et à l'éducation ont été abordés. Des mises à jour de projets de rapports ont également été discutées : l'inclusion scolaire des enfants ayant des besoins particuliers (**Jennifer Maccarone**, Québec), la restitution des biens culturels spoliés durant la colonisation (**Carlo Sommaruga**, Suisse) et un suivi sur le rapport de la Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles (**Jennifer Maccarone**, Québec).

Des auditions ont été organisées avec **Caroline Erdos**, conseillère en orthophonie et adaptation scolaire, **Émile Zida**, chef de la division culture à la CEDEAO, et **Marie-Julie Desrochers**, directrice générale de la Coalition pour la diversité des expressions culturelles et secrétaire générale de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle.

La Commission a également entendu le témoignage de **Martine Peters**, directrice du partenariat universitaire sur la prévention du plagiat et professeure titulaire au département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec en Outaouais, sur les conséquences de l'intelligence artificielle sur l'éducation post-secondaire.

**Benoit Beaudoin**, directeur de l'Innovation et du Lab numérique de TV5 Québec Canada, a présenté les rôles et les défis des médias francophones en Amérique. Les discussions ont porté sur la désinformation, avec des échanges d'expériences et de législations sur la lutte contre ce phénomène, soulignant l'importance d'une approche coordonnée et internationale.





# LA CONFERENCE MONDIALE DES FEMMES PARLEMENTAIRES DU BUREAU DES NATIONS UNIES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

MARIE-FRANCE LALONDE (CANADA)



À Doha, la Conférence mondiale de femmes parlementaires, organisée par l'UNOCT les 26 et 27 juin 2024, a rassemblé des élues venues promouvoir la participation égalitaire des femmes dans les stratégies de contre-terrorisme (CT) et de prévention du terrorisme violent (PCVE). **Marie-France Lalonde**, Députée à la Chambre des communes du Canada et **Yéya Diallo** ancienne députée de Tivaouane (Sénégal) y ont représenté le Réseau des femmes parlementaires de l'APF.

L'événement avait pour objectifs de renforcer le leadership des femmes parlementaires dans l'élaboration et la supervision des politiques CT/PCVE, d'intégrer une approche sensible au genre dans ces stratégies et de poser les bases d'un Réseau de femmes parlementaires dédié. Les débats ont souligné l'urgence d'inclure des perspectives de genre, encore largement négligées, dans les réponses antiterroristes, tout en reconnaissant les conséquences spécifiques du terrorisme sur les femmes et les filles.

La délégation de l'APF a présenté des initiatives phares, telles que l'atelier de leadership pour femmes parlementaires et le corpus législatif sur la budgétisation sensible au genre. **Marie-France Lalonde** et **Yéya Diallo** ont insisté sur une approche globale : prioriser l'éducation des filles, le développement économique local et la résilience communautaire, notamment par des partenariats avec les mécanismes traditionnels de médiation.

En marge de la conférence, elles ont échangé avec des parlementaires d'autres organisations interparlementaires, renforçant ainsi les liens pour une coopération internationale inclusive et efficace dans la lutte contre l'extrémisme violent.

# SÉMINAIRE INTERPARLEMENTAIRE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

JOSHUA OSIH (CAMEROUN)

Les 19 et 20 novembre 2024, l'APF et l'Association des Parlements des États membres de la Commission de l'océan Indien (AP COI) ont organisé à Antananarivo un séminaire sur les politiques publiques en faveur de la jeunesse. Soutenu par l'Agence française de développement (AFD), cet événement a réuni une trentaine de parlementaires comoriens, malgaches et seychellois, ainsi que des représentants d'organisations de jeunesse.

**Justin Tokely**, Président de l'Assemblée nationale de Madagascar, a ouvert les travaux en appelant à mobiliser pleinement le potentiel des jeunes pour construire des sociétés durables. Les participants ont exploré des stratégies pour concevoir et évaluer des politiques publiques adaptées à une population majoritairement jeune dans la région. Lors de la table ronde qu'il a animée, **Josh Osih**, questeur de l'Assemblée nationale du Cameroun, a exploré le rôle des parlementaires dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques jeunesse, en présentant le modèle camerounais fondé sur le programme de performance budgétaire.

Parmi les interventions, **Hamza Fassi-Fihri** (ECES) a présenté les orientations stratégiques nécessaires pour valoriser les jeunes. Des tables rondes ont abordé les bonnes pratiques en matière de politiques jeunesse, le rôle des institutions comme la Cour des comptes malgache et les perspectives d'un Parlement régional des jeunes en Indianocéanie.

Le témoignage de trois anciens participants au Parlement francophone des jeunes (PFJ) a illustré les retombées de cette initiative, inspirant les discussions sur un projet similaire pour la région. Le séminaire s'est conclu par un engagement à organiser ce Parlement régional en 2025 à Maurice.



## SOUS-COMMISSION « RÉSEAU PARLEMENTAIRE DE LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES »

LAURENT WEHRLI (SUISSE)

Le 28 novembre 2024, la Sous-commission « Réseau parlementaire de lutte contre les pandémies » s'est réunie en visioconférence. Cette session a permis d'entendre des experts et représentants de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Coalition Plus, le Réseau Grandir Ensemble, REGIPIV (Burkina Faso), le Conseil de l'Europe et LEEM (Les Entreprises du médicament).

**Meg Doherty** (OMS) a alerté sur l'augmentation des décès liés à l'hépatite virale, avec 1,3 million de morts par an. Elle a recommandé d'améliorer le dépistage, la prévention et la vaccination, visant l'élimination de l'épidémie d'ici 2030.

**Pape Abdoulaye Deme** (Coalition Plus) a présenté des données alarmantes sur le VIH/SIDA, rappelant les inégalités mondiales et plaidant pour des cadres législatifs plus inclusifs.

**Fatoumata Kontao** (Réseau Grandir Ensemble) a souligné l'urgence de mieux prendre en charge le VIH pédiatrique, notant que le VIH reste la première cause de mortalité chez les jeunes de 10 à 19 ans en Afrique subsaharienne.

**Mamadou Sawadogo** (REGIPIV, Burkina Faso) a présenté des initiatives comme le projet TRANSITION pour accompagner les jeunes vivant avec le VIH vers les soins adultes.

**Oscar Alarcón-Jiménez** (Conseil de l'Europe) a mis en avant la Convention MEDICRIME, un outil juridique contre la contrefaçon de médicaments, adopté par plusieurs pays francophones.

Enfin, **Marion Barreau** (LEEM) a souligné la nécessité d'une réponse mondiale à la falsification des médicaments, nécessitant une harmonisation juridique internationale.

Cette réunion a souligné l'importance de la coopération pour répondre aux défis sanitaires mondiaux.

## PRIX GEOFFREY-DIEUDONNÉ 2024

HILARION ETONG (CAMEROUN)

L'APF a décerné le Prix Geoffrey-Dieudonné 2024 à **Élodie Lemaire**, administratrice à l'Assemblée de Polynésie française. Mme Lemaire devient la première fonctionnaire parlementaire issue du Pacifique à recevoir cette distinction.

Titulaire d'un diplôme en droit obtenu à l'Université de Polynésie française en 2009, elle débute sa carrière comme juriste au sein de l'administration gouvernementale. En 2012, elle est nommée conseillère auprès du ministre de la santé de Polynésie française. L'année suivante, elle rejoint l'Assemblée de Polynésie française en tant que chargée des travaux législatifs.

Le jury, présidé par **Hilarion Etong**, Président de l'APF, a souhaité mettre en lumière l'engagement de Mme Lemaire dans la coopération interparlementaire francophone. Parallèlement à ses responsabilités, elle a suivi plusieurs formations proposées par l'APF et l'Université Senghor, contribuant ainsi à promouvoir les valeurs de la Francophonie.

Créé en 2016, le Prix Geoffrey-Dieudonné honore chaque année un fonctionnaire parlementaire pour son investissement dans la Francophonie parlementaire. Ce prix rend hommage à **Geoffrey Dieudonné**, fonctionnaire au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, assassiné le 20 novembre 2015 à Bamako lors d'une formation destinée à des fonctionnaires parlementaires maliens, organisée par l'APF et l'Université Senghor.

En remportant ce prix, Élodie Lemaire bénéficiera d'un stage personnalisé d'une semaine au Parlement francophone de son choix.

# MISSION TECHNIQUE DE RENFORCEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION DE GUINÉE

L'APF a mené une mission de diagnostic à Conakry du 1<sup>er</sup> au 6 décembre 2024, organisée avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de l'Association des Secrétaires généraux des Parlements francophones (ASGPF), avec pour objectif d'apporter un appui ciblé dans deux domaines : la rédaction des lois organiques issues de la Constitution en cours de finalisation et le renforcement des capacités du personnel administratif et technique du CNT.

L'APF a mobilisé une équipe de trois consultants : **Bernard Bashoga**, Secrétaire général adjoint de la Chambre des députés du Parlement du Rwanda; **Aboubacar Sidiki Diomandé**, Secrétaire général de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire; **Christina Turcot**, Directrice du secrétariat général et du secrétariat du bureau de l'Assemblée nationale du Québec.

Ils ont été reçus par **Dansa Kourouma**, Président du CNT, qui a souligné sa volonté de moderniser l'institution parlementaire et a salué le rôle essentiel de la coopération francophone dans ce processus. Ils ont en outre mené des consultations approfondies avec différentes entités du CNT et ont échangé avec des partenaires internationaux du CNT, parmi lesquels la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Ces consultations ont permis d'identifier les atouts et les défis de l'institution. Un engagement politique fort pour la modernisation du CNT ainsi qu'un professionnalisme et une coopération constructive des équipes impliquées ont été relevés. Toutefois, plusieurs contraintes ont été mises en



lumière : infrastructures vieillissantes, déficit d'outils numériques adaptés, besoins significatifs en matière de formation pour le personnel administratif et technique.

Des recommandations concrètes ont été proposées pour accompagner le CNT dans ses efforts de modernisation, notamment s'agissant de la rédaction de deux lois organiques essentielles à l'activité parlementaire, relatives respectivement à la procédure législative et à la création d'un Sénat et d'un Congrès. Les consultants ont également recommandé la mise en place de solutions numériques adaptées pour améliorer la gestion interne du CNT, renforcer l'efficacité des processus parlementaires et favoriser une meilleure accessibilité des citoyens aux services de l'institution.

Les résultats de cette mission témoignent de l'engagement continu de l'APF pour soutenir les institutions parlementaires en période de transition. Cette démarche permettra non seulement d'accompagner la modernisation du CNT, mais aussi de renforcer ses capacités humaines et techniques en vue de préparer l'arrivée d'une nouvelle législature. En apportant son expertise, l'APF réaffirme son rôle central dans la promotion de la démocratie, de la transparence et de l'efficacité des institutions parlementaires dans l'espace francophone.

AXE 5

**UNE INSTITUTION PLUS  
OPÉRATIONNELLE, EFFICACE,  
ÉCORESPONSABLE ET  
TRANSPARENTE**



# 49<sup>E</sup> SESSION

FRANCIS DROUIN (CANADA)

À l'invitation du Parlement canadien, sous l'égide du Président de la Chambre des communes, **Greg Fergus**, et de la Présidente du Sénat, **Raymonde Gagné**, l'APF a tenu sa 49<sup>e</sup> Session à Montréal. Cet événement, présidé par **Francis Drouin** (Canada), a rassemblé près de 400 participants représentant 49 sections de l'espace francophone.

Sur proposition du Groupe de travail sur la révision statutaire, présidé par **Christophe-André Frassa** (France), les parlementaires ont adopté de nouveaux Mécanismes de vigilance démocratique, qui comprennent désormais cinq piliers : la veille préventive, l'observation, l'alerte, la transition et la suspension. Ce dispositif innovant et constructif sera plus adapté aux pays faisant face à des crises.

Par ailleurs, trois nouveaux Parlements ont rejoint les rangs de l'APF : l'Assemblée nationale d'Angola comme section membre ; la Chambre des représentants de Chypre comme section associée ; l'Assemblée législative de Pondichéry en tant qu'observateur. Les effectifs de l'institution s'en trouvent portés à 95 Parlements adhérents.



◀ **Nathalie Roy**,  
Présidente de l'Assemblée  
nationale du Québec,  
Vice-présidente de l'APF

Lors de l'échange de points de vue avec la Secrétaire générale de la Francophonie, **Louise Mushikiwabo**, les parlementaires ont engagé des discussions approfondies sur des sujets d'intérêt commun comme l'égalité femmes-hommes, la lutte contre la désinformation, le plaidoyer pour le multilatéralisme ou la réponse de la Francophonie institutionnelle aux crises que connaît l'espace francophone.

Les parlementaires francophones ont également débattu sur le thème «intelligence artificielle et parlementarisme». Ils ont reconnu l'importance de ne pas seulement fustiger cet outil, mais d'en comprendre le fonctionnement pour améliorer la pratique législative, notamment en matière de prise de décision.





## SÉANCE DE TRAVAIL ENTRE LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL ET LE SCIENTIFIQUE EN CHEF DU QUÉBEC

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le 29 février, **Bruno Fuchs** a reçu **Rémi Quirion**, Scientifique en chef du Québec et animateur de deux réseaux de conseil scientifique aux gouvernements, au niveau international et au niveau espace francophone.

Afin de rehausser le niveau d'expertise de nos actions de coopération, il a été convenu de renforcer les ponts avec l'International Network for governmental Science Advice (INGSA) et le Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS).

Une résolution sur la situation en République démocratique du Congo a été adoptée à l'unanimité. L'APF s'y engage à poursuivre les efforts initiés à travers la diplomatie parlementaire afin de rétablir la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC et, plus largement, dans la Région des Grands lacs, en réponse aux attentes de l'ensemble des peuples de l'espace francophone.

▲  
*Hilarion Etong et  
Francis Drouin*

Enfin, lors de la séance plénière, les instances de gouvernance de l'institution ont été renouvelées pour le mandat 2024-2026. **Hilarion Etong**, Premier Vice-président de l'Assemblée nationale du Cameroun, a été porté à la présidence, où il succède à **Francis Drouin**. Et c'est **Nathalie Roy**, Présidente de l'Assemblée nationale du Québec, qui a été élue à la fonction de Première Vice-présidente.

## LES PETITS-DÉJEUNERS AVEC LES AMBASSADEURS FRANCOPHONES

Au début du mois de mars, les ambassadeurs francophones des pays des sections adhérentes de l'APF furent conviés à des petits-déjeuners de travail, répartis entre nos quatre Régions. Les séances de travail avec les ambassadeurs européens et africains se sont déroulées en présence du Délégué général **Bruno Fuchs** et du Délégué régional Europe **Jean-Charles Luperto**.

Les participants ont notamment été sensibilisés aux objectifs du Cadre stratégique 2023-2030 de l'APF.

## VISIOCONFÉRENCE SUR LE CADRE STRATÉGIQUE

Le Secrétariat général de l'APF a organisé une visioconférence pour consulter les sections sur le plan d'action du Cadre stratégique.

Cette réunion virtuelle visait à recueillir les avis et propositions des différentes sections de l'APF afin de peaufiner ce plan d'action. Les participants ont discuté des objectifs prioritaires, des moyens de renforcer l'efficacité de l'institution et des initiatives pour promouvoir la démocratie dans l'espace francophone. Le Secrétariat général a pris note des suggestions et a encouragé une collaboration continue pour finaliser le document stratégique. La visioconférence a souligné l'importance d'une approche inclusive et participative dans l'élaboration des politiques de l'APF.

## AUDITION DANS LE CADRE DE LA MISSION D'INFORMATION SUR L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE

Le 12 mars, le Délégué général **Bruno Fuchs** et le Secrétaire général **Damien Cesselin** ont été auditionnés par **Amélia Lakrafi** par ailleurs Vice-présidente de l'APF et Présidente déléguée de la section française — et **Aurélien Taché** dans le cadre de leur mission d'information sur l'avenir de la Francophonie. Ils ont notamment présenté les enjeux liés à la coordination entre les différentes institutions francophones, autour de l'OIF, afin de répondre aux attentes des peuples francophones et de contribuer à la stabilisation des situations politiques.

## DÉLÉGATION DU BUREAU ÉLARGIE AUX PRÉSIDENTS DE COMMISSION ET DE RÉSEAU

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le 27 mai 2024, la Délégation du Bureau, élargie aux Présidents de Commissions, Réseaux et Délégués régionaux, s'est réunie en visioconférence.

Les participants ont salué les premiers résultats positifs de la nouvelle stratégie de diplomatie parlementaire, renforçant la légitimité et la visibilité de l'APF. **Bruno Fuchs** a proposé des priorités pour les mois à venir, notamment les relations entre l'AES et la CEDEAO, les tensions entre la RDC et le Rwanda, ainsi que la situation en Moldavie, Géorgie et Haïti.

**Mars Di Bartolomeo**, au nom de **Christophe-André Frassa**, Président de la Commission politique, a présenté de nouveaux mécanismes de vigilance démocratique dans le cadre de la révision des Statuts de l'APF.

Le dépôt de la candidature de l'APF au statut d'observateur des Nations unies a été confirmé pour juin 2024.

Ont également été abordés la 49<sup>e</sup> Session de Montréal et le 10<sup>e</sup> Parlement francophone des Jeunes, avec des débats en séance plénière sur l'intelligence artificielle.

Un symposium sur la mobilité citoyenne a précédé le Sommet de la Francophonie, prévu le 3 octobre, avec trois tables rondes thématiques.

Enfin, la Délégation du Bureau a validé le Manuel de procédures.



# ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU XIX<sup>E</sup> SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le 14 mai, **Bruno Fuchs** a reçu **François Vandeville**, Secrétaire général du XIX<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Paris et à Villers-Cotterêts les 4 et 5 octobre 2024. Cet événement a accordé une place inédite à la jeunesse.

L'APF s'est inscrite avec enthousiasme dans cette démarche, à travers notamment les piliers suivants :

- les deux porte-parole du Parlement francophone des jeunes ont remis à la Secrétaire générale de la Francophonie les quatre résolutions adoptées à Montréal;
- le Réseau des alumni du PFJ a été officiellement présenté;
- un symposium sur la mobilité citoyenne dans l'espace francophone a été organisé en partenariat avec de larges pans des sociétés civiles;
- l'APF a rendu public son Avis sur la mobilité citoyenne dans l'espace francophone, rédigé à partir des auditions et autres travaux de son Réseau des jeunes parlementaires.

# DÉJEUNER AVEC LA PRESSE

BRUNO FUCHS (FRANCE)

Le 16 mai, un déjeuner avec la presse a été organisé autour du Délégué général pour présenter la nouvelle dynamique de l'APF et expliquer son rôle et sa plus-value dans l'écosystème francophone. L'événement, qui s'est tenu à l'Hôtel de la Questure, à l'Assemblée nationale française, a réuni plusieurs journalistes de médias internationaux de premier plan, incluant l'Agence France presse (AFP) et *Le Monde diplomatique*.

**Bruno Fuchs** a ouvert la rencontre en détaillant les récentes réformes et initiatives mises en place par l'APF pour renforcer la coopération entre les parlements francophones. Il a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire et la façon dont l'APF facilite les échanges et la collaboration sur des enjeux cruciaux comme la démocratie, les droits de l'homme et le développement durable.

Les journalistes ont été informés des actions concrètes de l'APF, comme les programmes de formation pour les parlementaires ainsi que les projets visant à promouvoir la langue française et la culture francophone. M. Fuchs a également mis en avant la nouvelle stratégie 2023-2030, qui vise à rendre l'APF plus proactive et influente sur la scène internationale.

Les échanges ont été riches et interactifs, avec des questions portant sur les défis actuels de la Francophonie, les mécanismes de soutien aux pays en crise, et les projets futurs de l'APF. Ce rendez-vous presse a permis de renforcer la visibilité de l'APF et de sensibiliser les médias à son rôle essentiel dans la promotion des valeurs francophones.

## MISE EN LIGNE DE LA PLATEFORME INTRAPF

Après plusieurs années de conception et un changement de prestataire, le Secrétariat général a récemment lancé le projet IntraPF, une plateforme en ligne destinée à faciliter les interactions entre les sections de l'APF et le Secrétariat général. Désormais, les sections disposent d'une unique porte d'entrée — accessible depuis le site internet de l'institution — pour gérer plusieurs aspects essentiels de leur fonctionnement. Elles peuvent ainsi modifier la composition de leur section, consulter le montant de leur cotisation, s'inscrire aux réunions, accéder aux documents de travail des instances et soumettre leurs propositions pour l'Ordre de la Pléiade.

Le dernier module qui permettra de formuler en ligne les demandes pour les actions de coopération devrait être mis en ligne dès la campagne 2024.

Cet outil vise à simplifier le travail des sections en centralisant ces moments clés de collaboration sur une seule et même plateforme.

## COLLOQUE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE À BRUXELLES

TILKOUÉTÉ DAH SANSAN (CÔTE D'IVOIRE)  
STÉPHANE SARRAZIN (ONTARIO)

Les Délégués régionaux Afrique et Amérique, **Tilkouété Dah Sansan** et **Stéphane Sarrazin**, ont assisté à un colloque parlementaire sur l'intelligence artificielle organisé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (PFWB) dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne.

Ils y ont retrouvé **Rudy Demotte**, Président du PFWB, hôte de l'événement, et **David Songulashvili**, Président de la section géorgienne de l'APF, qui était invité eu égard à l'obtention récente par son pays du statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne.

Quatre sessions se sont tenues : l'industrie créative et culturelle confrontée à l'IA; l'enseignement à l'ère de l'IA; le secteur de la santé confronté à l'IA; les enjeux de l'IA en matière de gouvernance publique.

Le sujet s'est avéré particulièrement intéressant pour l'APF, dans la perspective de la tenue d'un débat politique sur le même sujet lors de la 49<sup>e</sup> Session, à Montréal.

## FORMATION GESTION DES RISQUES

Entre la fin de l'année 2023 et celle de 2024, sept collaborateurs du Secrétariat général ont suivi une formation d'une semaine dispensée par le Centre de crise et de soutien/Centre de situation du ministère français de l'Europe et des affaires étrangères.

Les différents modules proposés ont permis d'acquérir des automatismes essentiels pour adopter la conduite appropriée face à divers dangers et risques : cyberattaques, attentats terroristes, catastrophes naturelles, médecine en contexte de guerre, self-défense, évacuation d'urgence et gestion de crises.



## RENOUVELLEMENT DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Depuis la dernière réunion du Bureau, plusieurs collaborateurs ont rejoint le Secrétariat général ou y ont été confirmés :



### **Samira AKoli Awaya**

Chargée de mission, adjointe au soutien administratif et à la logistique (en contrat à durée déterminée jusqu'au retour de congé de maternité d'Athéna Porquet)



### **Alain-Pierre Batebisani Delo**

Chargé de mission, responsable de l'informatique et de la sécurité



### **Mehdi Lajnef**

Conseiller chargé de la communication (en contrat à durée déterminée durant le congé sabbatique de Jessica Malamba)



### **Philippe Méla**

Conseiller chargé de Commission de l'éducation, de la culture, de la communication, et de la planification stratégique (mis à disposition par le Parlement du Canada)



### **Benoit Onambele**

Conseiller chargé de l'appui diplomatique (emploi pérennisé sous contrat à durée indéterminée)

**apf.francophonie.org**

